

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les vingt-cinq ans du Parti Communiste russe (Boris Souvarine). — A la veille du 12^e Congrès du Parti Communiste russe (G. Zinoviev). — L'offensive du prolétariat français (R. Louzon). — Chronique internationale (W. Haywood). — Discussion sur l'« Impérialisme » et le « Capitalisme » ouvriers (Bertheint).

Remarque à propos de l'impérialisme (Boris Souvarine). — Les domiciles de Karl Marx à Londres (John T. Winter). — La Conférence de Francfort. — Comment se sont battus les Communistes italiens (P. Mario). — Bibliothèque communiste.

Les vingt-cinq ans du Parti Communiste Russe

LA Russie prolétarienne vient de célébrer dans l'enthousiasme le vingt-cinquième anniversaire du Parti bolchevik, le Parti qui exerce le pouvoir en son nom du fait qu'il est l'unique, l'exclusif Parti de la Révolution sociale.

Dans l'enthousiasme, parce que le jubilé de l'héroïque phalange des champions du communisme est fêté dans une heure de victoire. Oui, de victoire : le plus important événement de l'histoire est accompli, le prolétariat d'un sixième du globe s'est saisi du pouvoir et le garde depuis plus de cinq ans. Le fait prodigieux est là, sous nos yeux. Il dure. Ce n'est pas un accident, mais un régime.

Toutes les sections de l'Internationale, les prolétariats de tous les pays devraient honorer avec éclat le Parti bolchevik, à l'occasion de ce grand anniversaire. Mais, sous le poids de l'oppression capitaliste, de plus en plus lourde, c'est à peine s'ils peuvent satisfaire à leurs nécessités vitales. Et nous, en France, assumant la tâche de créer un Parti Communiste dans le pays de la pourriture démocratique par excellence, de la trahison endémique dans le mouvement ouvrier, c'est tout juste si nous trouvons le temps de griffonner quelques lignes à la gloire du Parti dirigeant de la Révolution mondiale.

Ce Parti bolchevik, dont aucun de ceux qui l'exècrent et l'insultent, dans le marais de la politique française, ne connaissait l'existence en 1917, l'année même où il accédait à la dictature ; ce Parti bolchevik, réputé dans l'Internationale pour son sectarisme, taxé d'impuissance et de stérilité ; ce Parti bolchevik, effacé en mars, battu en juillet, victorieux en novembre ; ce Parti bolchevik, seul contre tous les autres, contre la bourgeoisie russe, contre la bourgeoisie mondiale, et que rien n'a pu abattre ; ce Parti bolchevik, fondateur de la République des Soviets, puis de l'Internationale Communiste, il est le guide éclairé, expérimenté, sûr, du prolétariat de toute la terre. Son histoire et son exemple nous enseignent notre mission de révolutionnaires. Ses sacrifices nous épargneront des sacrifices. Sa tactique, ses méthodes nous instruisent des moyens qui donnent les résultats. Sa victoire nous donne la certitude de vaincre.

Les prolétaires ne connaissaient que la misère, la souffrance et la défaite. Leurs espoirs n'étaient suivis que de déceptions. Leurs chefs les trahissaient les uns après les autres. Le découragement s'emparait d'eux. Mais le Parti bolchevik s'est montré, il a agi, il a triomphé. D'un coup, il a rendu l'espérance aux masses ; et il leur a donné aussi d'inoublia-

bles leçons, leur a tracé la voie qui conduit à l'affranchissement.

Que dit le Parti bolchevik aux travailleurs du monde ? Il leur dit :

— Formez un Parti Communiste dans chaque pays, unissez tous les Partis Communistes dans un seul Parti international. Le Parti Communiste, c'est celui qui se met à la tête du prolétariat dans l'action, qui le mène au combat pour la conquête du pouvoir.

— Formez votre Parti d'hommes qui travaillent à la Révolution prolétarienne ; qui se dressent en irréductibles ennemis de la société bourgeoise ; qui ne servent d'autres intérêts que les vôtres, ceux de votre classe ; qui prouvent, par leurs actes, qu'ils appartiennent corps et âme à votre cause.

— Si des transfuges de la bourgeoisie viennent à vous et veulent servir dans vos rangs, accueillez-les en frères et utilisez leurs connaissances, leurs capacités, leurs talents ; mais exigez d'eux une rupture complète avec leur classe d'origine ; mettez-les au travail et non aux honneurs.

— Faites un Parti homogène et uni ; si une fraction s'y forme dont l'idéologie se différencie de celle de la majorité au point de la contredire, séparez-vous d'elle sans hésiter ; ne perdez pas en discussions courtoises et vaines un temps trop précieux pour le travail révolutionnaire ; soyez, s'il le faut, moins nombreux, plutôt que d'être en désaccord, soyez moins nombreux et dans ce cas vous serez plus forts.

— Constituez votre Parti en organisation de combat, disciplinée, centralisée, dirigée par ceux que l'ensemble aura élus ; faites confiance à vos chefs, ou remplacez-les.

— Ne laissez pas le Parti dégénérer en club ; celui qui cherche une tribune doit être envoyé ailleurs pour trouver son estrade ; le rhéteur, le cabotin, le gendeleur n'ont rien à faire chez vous, qu'à vous encombrer de leurs sottises, de leurs vanités, de leurs prétentions, de leurs ambitions, de leurs appétits : chassez-les, car ils ne sont dans le Parti que pour le trahir.

— Votre Parti est destiné à conduire, tôt ou tard, le mouvement de toute la classe ouvrière révoltée ; les intérêts du prolétariat sont les siens ; rien de ce qui touche aux ouvriers ne peut lui être étranger ; il doit participer à toutes leurs luttes, qu'elles soient économiques ou politiques, et se montrer le plus actif, le plus combattif, le plus clairvoyant.

— Le Parti Communiste est le seul Parti révolutionnaire, mais il n'est pas le seul groupe ouvrier ; la classe ouvrière est divisée, mais elle est révolutionnaire comme classe, consciemment ou non, parce qu'elle n'a pas de privilèges à défendre ; le Parti Communiste doit travailler à constituer l'unité ouvrière dans la

lutte, l'unité étant la condition indispensable à la progression du mouvement prolétarien, celui-ci étant révolutionnaire par le seul fait de son existence ; le Parti Communiste doit être prêt à combattre aux côtés de tout groupe ouvrier désireux de combattre ; les prolétaires, sans distinction d'opinions, puisque leurs intérêts ne sont pas distincts, doivent lutter sur un front commun et y juger leurs Partis à l'œuvre.

— La classe ouvrière est maintenue par la bourgeoisie en esclavage au moyen de la dictature, qui s'exerce par la corruption ou la pression ; la dictature bourgeoise ne sera brisée que par la dictature prolétarienne ; le prolétariat doit s'emparer du pouvoir, détruire l'appareil de l'Etat bourgeois, créer ses propres organes représentatifs, constituer son propre appareil d'Etat, assurer sa suprématie coûte que coûte, écraser ses ennemis par tous les moyens ; si le prolétariat n'écrase pas ses ennemis, c'est lui qui sera écrasé.

— La victoire du prolétariat russe sur la réaction russe et la contre-révolution mondiale n'a été possible que grâce à l'existence d'un Parti Communiste dirigeant et à l'emploi de la force ouvrière armée, sans laquelle la Révolution eût été noyée dans un océan de sang ouvrier ; celui qui nie ces vérités, trompe le prolétariat et l'incite au suicide : il doit être considéré comme le pire ennemi de la Révolution ; celui qui, s'inclinant devant l'évidence, prétend que ce qui fut bon en Russie serait mauvais ailleurs, n'est pas moins dangereux ; l'un et l'autre encouragent les erreurs qui conduisent le prolétariat aux charniers de la Commune, aux hécatombes de Finlande, aux gibets de Budapest.

Voilà ce que dit le Parti bolchevik aux exploités et aux opprimés de tous les pays, fort de son savoir, de son expérience, de sa pratique, de ses épreuves. Voilà ce dont le prolétariat prend chaque jour mieux conscience, à la lueur inextinguible du foyer de révolution qui brûle à l'Orient de l'Europe.

Et nous, communistes de partout, nous répondons : Merci au Parti bolchevik, qui a fait de nous de véritables révolutionnaires, qui nous a délivrés des préjugés démocratiques, des illusions humanitaires, des erreurs réformistes, qui a suscité par son exemple d'autres Partis à son image dans tous les pays du monde. Nous nous efforcerons de marcher sur ses traces, de profiter de ses enseignements, de servir comme lui la Révolution. Nous sommes fiers d'appartenir au même Parti mondial. Nous n'avons d'autre orgueil que celui d'avoir sa confiance, d'autre ambition que celle de nous en montrer dignes.

Boris SOUVARINE.

A la veille du 12^e Congrès du Parti Communiste Russe

La nouvelle politique économique des bolcheviks est-elle une évolution ou une tactique ? Ainsi est posée la question par les gens de Smena Vekh (1).

L'ennemi dit la vérité de la lutte des classes en nous montrant le danger. L'ennemi tend à le rendre inévitable. Aussi faut-il porter la plus grande attention sur cette question : A qui le dernier mot ?

Ces mots de Lénine doivent être rappelés à la veille du XII^e Congrès du Parti Communiste Russe. A qui le dernier mot ? Question qui ne se tranche pas en un an. Il faudra bien une dizaine d'années pour la trancher. Mais l'orientation vers laquelle s'indique sa solution se définit précisément aujourd'hui. Les cadets repentis de Smena Vekh sont loin de vouloir la fin de la dictature du prolétariat.

« Il ne s'agit pas, écrivait dernièrement l'un d'entre eux, M. Loukianov, d'abolir la dictature du prolétariat, mais de la transformer en un Etat légal ouvrier et paysan dans lequel la prépondérance économique et politique resterait intégralement au travail. »

Laissez-nous, Messieurs, laissez-nous, marxistes de vieille mode que nous sommes, conserver jusqu'à notre ancienne terminologie. Laissez-nous affirmer pour une bonne dizaine d'années — la conjoncture internationale ne permettant pas d'admettre que moins suffirait — la dictature du prolétariat. Quand le pouvoir des soviets aura vaincu et se sera assuré dans deux ou trois des plus importants pays capitalistes, nous reparlerons d'une formule plus douce de la « suprématie du travail organisé ».

« Assistons-nous à la transformation de la dictature telle qu'on la comprenait naguère ou à la renaissance de la démocratie sous des formes nouvelles, plus vivantes, plus réelles ? » M. Lejniev pose cette question dans la revue *la Russie*, qui paraît à Moscou, fort importante quoiqu'elle n'ait pas encore défini sa physionomie politique. — « Je pense, répond-il, que c'est l'un et l'autre à la fois... » Voyons-le.

Nous savons que sous le revêtement épineux de la dictature une démocratie véritable, sans façade juridique ni appareil, se développe. La volonté des masses, amorphes et passives jadis, est devenue souveraine pour la « minorité active ».

Quiconque, d'ailleurs, s'imaginait jusqu'à présent que la « minorité active » avait des intérêts propres différents de ceux de la majorité réelle des travailleurs, ne comprenait

(1) Groupe de constitutionnels démocrates venus au soviétisme.

rien à la dictature du prolétariat et découvre maintenant l'Amérique. Quel est en réalité le sens de notre politique actuelle ? Que signifie la *Nep* ? Une *évolution*, c'est-à-dire une transformation de la dictature du prolétariat, ou une *tactique*, c'est-à-dire une vaste manœuvre stratégique de la classe ouvrière du premier pays révolutionnaire victorieux se rapprochant, dans l'attente des réserves internationales, des masses paysannes ? Là-dessus l'histoire dira le dernier mot dans une dizaine d'années. Mais sans être pour cela trop optimiste on peut constater que des indices sérieux permettent d'escompter une solution telle que nous la désirons, c'est-à-dire conforme aux intérêts du communisme international.

Au début de la *Nep* tous nos adversaires s'accordaient à dire que la nouvelle politique ranimerait peut-être le commerce, élèverait peut-être çà et là la production, mais aggraverait certainement la position de la classe ouvrière. La richesse et le luxe d'une minorité se développeraient en face de la misère et de la haine du régime des Soviets de la majorité. Mencheviks, socialistes-révolutionnaires et nos autres adversaires ne sortaient pas de là. Nous lisions encore récemment dans un document anonyme qui présentait des opinions mencheviques sous une forme « gauche » que « la nouvelle politique économique augmentera la désorganisation intérieure de la classe ouvrière », et, « dans l'industrie nationalisée la contagion psychologique des milieux ouvriers par l'esprit capitaliste commercial ». — Bref, on nous prédisait que la *nep* détacherait du Parti Communiste les masses ouvrières, qu'il en résulterait chez les communistes, une « tendance paysanne » puis une transformation.

Or, en un an notre parti a, nous sommes en droit de le dire, conquis une seconde fois les larges masses prolétariennes. La *nep* a amélioré la situation des ouvriers, élevé les salaires. Aucune industrie dans laquelle le producteur ne vive beaucoup mieux qu'il y a un an. Tous nous avons la sensation de vivre dans un pays en voie de convalescence. Chaque ouvrier se rend compte que les moments les plus durs sont passés. La question du pain n'est déjà plus la question capitale dans les quartiers prolétariens. Qui de nous pouvait prévoir, il y a un an que le pain se vendrait à l'intérieur 70 kopecks-or, le poud (16 kilos) et que le problème de l'exportation du blé russe se poserait sérieusement devant nous ? L'agriculture se ranime comme la grande industrie. Les bonnes méthodes d'administration, tout au moins dans leurs grandes lignes, sont trouvées. Chaque travailleur s'en aperçoit. Sur cette base, le Parti a une deuxième fois conquis les mas-

ses, enrichies par l'expérience précieuse de la révolution et dont l'intérêt politique se réveille. Elles voient que nous avons eu raison. En certains endroits notre parti jouit de sympathies plus solides qu'en 1917. Les milieux ouvriers qui hésitaient en 1920-1921, lorsque nos difficultés étaient à leur apogée, les milieux paysans qui nous étaient alors hostiles, se convainquent maintenant, peu à peu mais irrésistiblement, que nous avions raison et viennent à nous pour la première fois peut-être depuis cinq ans.

Ce résultat nous l'avons payé cher : quatre années de guerre civile après quatre années de guerre impérialiste. La révolution a nécessité d'immenses sacrifices. Mais tous les événements internationaux, à commencer par n'importe quelle grande grève économique pour finir par celle de la Ruhr, semblent faits pour montrer à l'ouvrier russe que le chemin de la guerre civile et de la dictature du prolétariat était en fin de compte le plus court, le plus sûr, le moins coûteux à franchir.

Toutes les élections, toutes les campagnes d'agitation (1^{er} mai, procès des socialistes-révolutionnaires, V^e anniversaire de l'Armée Rouge) nous prouvent que les masses sont avec nous. L'autorité des syndicats que dirige notre Parti s'est prodigieusement accrue en un an. La situation d'une section communiste à la fabrique ou à l'usine, aujourd'hui, n'est plus comparable à ce qu'elle était il y a un ou deux ans. Entre communistes et sans-parti les relations se sont profondément améliorées. Le communiste a recouvré toute son autorité morale. Quand on reproche à notre parti d'être enclin à « considérer la conservation du pouvoir comme un but en soi » ; quand on nous demande « d'abolir le monopole des communistes sur les postes responsables », quand on nous prêche la nécessité d'ouvrir largement aux sans-parti, aux intellectuels sans parti, l'accès à tous les emplois, notre parti a pleinement le droit de répondre en invoquant l'état d'esprit indigne des masses. Il ne s'agit rien moins dans ces prêches que de la liquidation de la dictature du Parti et, partant, de celle du prolétariat. La première n'étant que fonction de la seconde.

Des relations réellement saines entre le parti et les sans-parti, les meilleurs intellectuels y compris, se sont instituées pendant ces cinq années et le Parti ne se refusera jamais à y porter des améliorations ; mais il ne fera que rire des arguments « de gauche » tendant en réalité à sa propre liquidation.

Notre prochain Congrès, le XII^e du Parti Communiste russe étudiera à fond la question de notre industrie nationalisée et celle de l'agriculture (cette dernière à propos de la politique fiscale dans les campagnes), questions essentielles. Saurons-nous garder et relever l'industrie nationalisée ? Saurons-nous donner des articles manufacturés à bon compte à la campagne ? Saurons-nous aider la campagne à se relever et lui fournir les moyens d'acquérir les produits de l'industrie ? Nous sortons

des phases préliminaires. Nous approchons d'une solution. Oui ou non ?

Au dernier Congrès du Parti, Lénine parlait non de la soudure avec la paysannerie comme on l'a souvent dit à tort, mais de la soudure avec l'économie rurale. Ce n'est pas tout à fait la même chose. Dans une Armée Rouge forte des 5.000.000 d'hommes, où les paysans étaient en grande majorité, nous avons eu une passable soudure du prolétariat et de la paysannerie. Mais nous avons besoin de celle de l'industrie urbaine avec l'économie rurale. Et nous avons tout lieu de croire que dans ce domaine les résolutions que le comité central présentera au Congrès seront conformes à la nécessité.

La question nationale qui concentre de nouveau l'attention du Parti n'a pas une moindre importance. En cette matière le bolchevisme a créé toute une école. Quand, longtemps avant la révolution d'octobre et quelque temps après, les bolcheviks affirmaient avec vigueur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dussent-ils se séparer de la Russie, nos adversaires criaient que le triomphe de ce droit serait la fin de la Russie. Pas mal de bons révolutionnaires ne comprenaient pas, d'ailleurs, ce mot d'ordre. Le bolchevisme, cependant, faisait son chemin, prouvant qu'on ne pouvait conquérir la confiance de dizaines de millions d'hommes appartenant aux nationalités auparavant opprimées par le tsarisme et la démocratie russe, qu'en observant une attitude rigoureusement conforme à la pensée du prolétariat. On peut dire que les défaites de Denikine, de Kolitchak, de Youdenitch, comme celle de Goutchkov, de Milioukov et de Kerensky, s'expliquent dans une appréciable mesure par le chauvinisme de tous ces réacteurs imbus, dans tout ce qui avait trait à la question nationale, de l'idéologie de la grande puissance russe.

Dans la nouvelle étape de la révolution, alors que nous entrons dans la voie de l'édification, le bolchevisme restera fidèle à lui-même, afin d'affermir l'indissoluble lien des masses laborieuses de toutes les nationalités dans le cadre de l'union soviétiste, sur les bases de la confiance fraternelle et de l'intelligence mutuelle.

Les masses populaires sont avec nous. Les ouvriers comme en 1917. Chez les paysans le régime des soviets est entré dans les mœurs. Dans la jeunesse des écoles et des universités un revirement en notre faveur s'est accompli. Nous avons conquis les masses une deuxième fois parce que la dictature du prolétariat s'est affermie sur ses positions essentielles, est entrée avec la grande majorité des travailleurs dans la voie de la soudure de l'industrie urbaine avec l'économie rurale. L'ère nouvelle de l'histoire de notre révolution — l'ère économique — ne fait que commencer. Les espérances de nos ennemis (« révolution », « transformation ») ne s'y justifieront pas, le Parti Communiste restant le guide incontesté du pays.

G. ZINOVIEV.

L'Offensive du Prolétariat français

Dans les trois grands pays de « l'Entente », France, Angleterre et Italie, le mouvement ouvrier suivit, après l'armistice, une marche tout à fait parallèle. Dans les trois pays, la classe ouvrière compte sur la Révolution, elle s'y prépare, mais les chefs ouvriers ont peur de la Révolution. Ils font tout pour retenir les masses prolétariennes. Celles-ci finissent cependant par déborder leurs cadres et forcer l'action. C'est alors en France la grève générale de mai 1920, en Italie l'occupation des usines, en Angleterre la grève des mineurs.

Mais les chefs n'ont pas cessé d'avoir peur ; ils veulent à tout prix empêcher la Révolution ; ils obligent les ouvriers italiens à abandonner les usines, ils brisent la Triple Alliance britannique en refusant aux mineurs l'aide des cheminots, ils laissent s'éteindre dans la lassitude la grève française.

C'est la défaite. La classe ouvrière perd confiance en elle-même. La bourgeoisie, au contraire, reprend courage. Le patronat attaque. C'est l'allongement de la journée de travail et l'abaissement des salaires.

Cependant en France la dépression de la classe ouvrière est moindre qu'en Angleterre et en Italie.

À la différence de l'Angleterre et de l'Italie, le Français n'a point le respect fétichiste de l'organisation. Il compte plus que sur tout sur sa capacité individuelle de débrouillage.

La faillite de la trade-union, dans laquelle il est entré moyennant le paiement de la forte somme, à laquelle il continue de verser chaque mois une part relativement importante de son gain, de la trade-union qui l'enserme dans ses règlements, ses traditions corporatives, et souvent ses institutions de mutualité, cette faillite-là laisse l'ouvrier britannique désespéré.

La lâcheté du Parti Socialiste et de la C.G.T. italienne qu'il est habitué à considérer depuis les débuts de la guerre mondiale comme ses guides intellectuels et ses directeurs spirituels laisse l'ouvrier italien désorienté.

L'ouvrier français, lui, se contente de quitter le syndicat auquel il avait adhéré en masse au lendemain de l'armistice, mais cela ne fait que le replacer dans sa position traditionnelle d'ouvrier non organisé, non cotisant, habitué à se défendre la plupart du temps seul, et qui sait pourtant qu'il y a quelque part un syndicat, pas très nombreux, mais composé de gens

solides, tout prêts à prendre sa défense, même s'il n'est pas de chez eux.

La scission syndicale qui survient peu après, malgré tous les inconvénients qu'elle présente, a, au moins l'avantage d'amener, à peu près partout, la formation de syndicats unitaires, dirigés par des hommes résolus à l'action, et qui vont constituer ces « minorités agissantes » autour desquelles les masses ouvrières françaises sont traditionnellement habituées à se grouper au moment du combat.

Ceci eut pour conséquence que l'offensive patronale réussit beaucoup moins en France qu'en Grande-Bretagne ou en Italie. Certes, les salaires sont plus ou moins diminués, des heures supplémentaires sont instituées, on voit reparaître ça et là la journée de 9 heures et même de 10 heures, mais la situation de l'ouvrier français empire cependant moins que celle de l'ouvrier anglais et de l'ouvrier italien à cause de la résistance spontanée qui surgit immédiatement.

Deux grandes grèves, l'une en 1921, celle des ouvriers textiles de la région du Nord, l'autre en 1922, celle des métallurgistes du Havre, toutes deux ayant pour objet de s'opposer à une diminution de salaires, constituent les deux principaux épisodes de cette résistance.

Aucune de ces deux grèves ne parvint à empêcher complètement la réduction de salaires, mais, selon l'expression consacrée et exacte, toutes deux se terminaient néanmoins par une victoire morale. L'enthousiasme qu'elles suscitaient dans l'ensemble de la classe ouvrière française, la résistance prolongée que les grévistes offrirent, les conditions dans lesquelles ils rentrèrent, montrèrent au patronat que s'il ne voulait point laisser trop de plumés dans la bataille, il ferait bien de ne pas la pousser à fond. L'offensive patronale ne put point se développer. Selon le mot très juste de Monatte, une digue fut élevée devant l'abaissement des salaires.

Dans son Conseil National d'octobre, sur la proposition de Gauthier, le secrétaire de l'Union Départementale de la Seine-Inférieure, qui, en cette qualité, avait suivi les grèves du Havre, et avait pu, là, mesurer exactement la volonté combative du prolétariat français, la C. G. T. U. décidait de commencer une grande campagne pour le relèvement des salaires. Des tournées de conférences furent organisées dans tout le pays, l'agitation engagée.

ses, enrichies par l'expérience précieuse de la révolution et dont l'intérêt politique se réveille. Elles voient que nous avons eu raison. En certains endroits notre parti jouit de sympathies plus solides qu'en 1917. Les milieux ouvriers qui hésitaient en 1920-1921, lorsque nos difficultés étaient à leur apogée, les milieux paysans qui nous étaient alors hostiles, se convainquent maintenant, peu à peu mais irrésistiblement, que nous avons raison et viennent à nous pour la première fois peut-être depuis cinq ans.

Ce résultat nous l'avons payé cher : quatre années de guerre civile après quatre années de guerre impérialiste. La révolution a nécessité d'immenses sacrifices. Mais tous les événements internationaux, à commencer par n'importe quelle grande grève économique pour finir par celle de la Ruhr, semblent faits pour montrer à l'ouvrier russe que le chemin de la guerre civile et de la dictature du prolétariat était en fin de compte le plus court, le plus sûr, le moins coûteux à franchir.

Toutes les élections, toutes les campagnes d'agitation (1^{er} mai, procès des socialistes-révolutionnaires, V^e anniversaire de l'Armée Rouge) nous prouvent que les masses sont avec nous. L'autorité des syndicats que dirige notre Parti s'est prodigieusement accrue en un an. La situation d'une section communiste à la fabrique ou à l'usine, aujourd'hui, n'est plus comparable à ce qu'elle était il y a un ou deux ans. Entre communistes et sans-parti les relations se sont profondément améliorées. Le communiste a recouvré toute son autorité morale. Quand on reproche à notre parti d'être enclin à « considérer la conservation du pouvoir comme un but en soi » ; quand on nous demande « d'abolir le monopole des communistes sur les postes responsables », quand on nous prêche la nécessité d'ouvrir largement aux sans-parti, aux intellectuels sans parti, l'accès à tous les emplois, notre parti a pleinement le droit de répondre en invoquant l'état d'esprit indigne des masses. Il ne s'agit rien moins dans ces prêches que de la liquidation de la dictature du Parti et, partant, de celle du prolétariat. La première n'étant que fonction de la seconde.

Des relations réellement saines entre le parti et les sans-parti, les meilleurs intellectuels y compris, se sont instituées pendant ces cinq années et le Parti ne se refusera jamais à y porter des améliorations ; mais il ne fera que rire des arguments « de gauche » tendant en réalité à sa propre liquidation.

Notre prochain Congrès, le XII^e du Parti Communiste russe étudiera à fond la question de notre industrie nationalisée et celle de l'agriculture (cette dernière à propos de la politique fiscale dans les campagnes), questions essentielles. Saurons-nous garder et relever l'industrie nationalisée ? Saurons-nous donner des articles manufacturés à bon compte à la campagne ? Saurons-nous aider la campagne à se relever et lui fournir les moyens d'acquiescer les produits de l'industrie ? Nous sortons

des phases préliminaires. Nous approchons d'une solution. Oui ou non ?

Au dernier Congrès du Parti, Lénine parlait non de la soudure avec la paysannerie comme on l'a souvent dit à tort, mais de la soudure avec l'économie rurale. Ce n'est pas tout à fait la même chose. Dans une Armée Rouge forte des 5.000.000 d'hommes, où les paysans étaient en grande majorité, nous avons eu une passable soudure du prolétariat et de la paysannerie. Mais nous avons besoin de celle de l'industrie urbaine avec l'économie rurale. Et nous avons tout lieu de croire que dans ce domaine les résolutions que le comité central présentera au Congrès seront conformes à la nécessité.

La question nationale qui concentre de nouveau l'attention du Parti n'a pas une moindre importance. En cette matière le bolchevisme a créé toute une école. Quand, longtemps avant la révolution d'octobre et quelque temps après, les bolcheviks affirmaient avec vigueur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dussent-ils se séparer de la Russie, nos adversaires criaient que le triomphe de ce droit serait la fin de la Russie. Pas mal de bons révolutionnaires ne comprenaient pas, d'ailleurs, ce mot d'ordre. Le bolchevisme, cependant, faisait son chemin, prouvant qu'on ne pouvait conquérir la confiance de dizaines de millions d'hommes appartenant aux nationalités auparavant opprimées par le tsarisme et la démocratie russe, qu'en observant une attitude rigoureusement conforme à la pensée du prolétariat. On peut dire que les défaites de Denikine, de Koltchak, de Youdenitch, comme celle de Goutchkov, de Milioukov et de Kerensky, s'expliquent dans une appréciable mesure par le chauvinisme de tous ces réacteurs imbus, dans tout ce qui avait trait à la question nationale, de l'idéologie de la grande puissance russe.

Dans la nouvelle étape de la révolution, alors que nous entrons dans la voie de l'édification, le bolchevisme restera fidèle à lui-même, afin d'affermir l'indissoluble lien des masses laborieuses de toutes les nationalités dans le cadre de l'union soviétique, sur les bases de la confiance fraternelle et de l'intelligence mutuelle.

Les masses populaires sont avec nous. Les ouvriers comme en 1917. Chez les paysans le régime des soviets est entré dans les mœurs. Dans la jeunesse des écoles et des universités un revirement en notre faveur s'est accompli. Nous avons conquis les masses une deuxième fois parce que la dictature du prolétariat s'est affermie sur ses positions essentielles, est entrée avec la grande majorité des travailleurs dans la voie de la soudure de l'industrie urbaine avec l'économie rurale. L'ère nouvelle de l'histoire de notre révolution — l'ère économique — ne fait que commencer. Les espérances de nos ennemis (« révolution », « transformation ») ne s'y justifieront pas, le Parti Communiste restant le guide incontesté du pays.

G. ZINOVIEV.

L'Offensive du Prolétariat français

Dans les trois grands pays de « l'Entente », France, Angleterre et Italie, le mouvement ouvrier suivit, après l'armistice, une marche tout à fait parallèle. Dans les trois pays, la classe ouvrière compte sur la Révolution, elle s'y prépare, mais les chefs ouvriers ont peur de la Révolution. Ils font tout pour retenir les masses prolétariennes. Celles-ci finissent cependant par déborder leurs cadres et forcer l'action. C'est alors en France la grève générale de mai 1920, en Italie l'occupation des usines, en Angleterre la grève des mineurs.

Mais les chefs n'ont pas cessé d'avoir peur ; ils veulent à tout prix empêcher la Révolution ; ils obligent les ouvriers italiens à abandonner les usines, ils brisent la Triple Alliance britannique en refusant aux mineurs l'aide des cheminots, ils laissent s'éteindre dans la lassitude la grève française.

C'est la défaite. La classe ouvrière perd confiance en elle-même. La bourgeoisie, au contraire, reprend courage. Le patronat attaque. C'est l'allongement de la journée de travail et l'abaissement des salaires.

Cependant en France la dépression de la classe ouvrière est moindre qu'en Angleterre et en Italie.

À la différence de l'Angleterre et de l'Italie, le Français n'a point le respect fétichiste de l'organisation. Il compte plus que sur tout sur sa capacité individuelle de débrouillage.

La faillite de la trade-union, dans laquelle il est entré moyennant le paiement de la forte somme, à laquelle il continue de verser chaque mois une part relativement importante de son gain, de la trade-union qui l'enserme dans ses règlements, ses traditions corporatives, et souvent ses institutions de mutualité, cette faillite-là laisse l'ouvrier britannique désespéré.

La lâcheté du Parti Socialiste et de la C.G.T. italienne qu'il est habitué à considérer depuis les débuts de la guerre mondiale comme ses guides intellectuels et ses directeurs spirituels laisse l'ouvrier italien désorienté.

L'ouvrier français, lui, se contente de quitter le syndicat auquel il avait adhéré en masse au lendemain de l'armistice, mais cela ne fait que le replacer dans sa position traditionnelle d'ouvrier non organisé, non cotisant, habitué à se défendre la plupart du temps seul, et qui sait pourtant qu'il y a quelque part un syndicat, pas très nombreux, mais composé de gens

solides, tout prêts à prendre sa défense, même s'il n'est pas de chez eux.

La scission syndicale qui survient peu après, malgré tous les inconvénients qu'elle présente, a, au moins l'avantage d'amener, à peu près partout, la formation de syndicats unitaires, dirigés par des hommes résolus à l'action, et qui vont constituer ces « minorités agissantes » autour desquelles les masses ouvrières françaises sont traditionnellement habituées à se grouper au moment du combat.

Ceci eut pour conséquence que l'offensive patronale réussit beaucoup moins en France qu'en Grande-Bretagne ou en Italie. Certes, les salaires sont plus ou moins diminués, des heures supplémentaires sont instituées, on voit reparaître ça et là la journée de 9 heures et même de 10 heures, mais la situation de l'ouvrier français empire cependant moins que celle de l'ouvrier anglais et de l'ouvrier italien à cause de la résistance spontanée qui surgit immédiatement.

Deux grandes grèves, l'une en 1921, celle des ouvriers textiles de la région du Nord, l'autre en 1922, celle des métallurgistes du Havre, toutes deux ayant pour objet de s'opposer à une diminution de salaires, constituent les deux principaux épisodes de cette résistance.

Aucune de ces deux grèves ne parvint à empêcher complètement la réduction de salaires, mais, selon l'expression consacrée et exacte, toutes deux se terminaient néanmoins par une victoire morale. L'enthousiasme qu'elles suscitaient dans l'ensemble de la classe ouvrière française, la résistance prolongée que les grévistes offrirent, les conditions dans lesquelles ils rentrèrent, montrèrent au patronat que s'il ne voulait point laisser trop de plumés dans la bataille, il ferait bien de ne pas la pousser à fond. L'offensive patronale ne put point se développer. Selon le mot très juste de Monatte, une digue fut élevée devant l'abaissement des salaires.

Dans son Conseil National d'octobre, sur la proposition de Gauthier, le secrétaire de l'Union Départementale de la Seine-Inférieure, qui, en cette qualité, avait suivi les grèves du Havre, et avait pu, là, mesurer exactement la volonté combative du prolétariat français, la C. G. T. U. décidait de commencer une grande campagne pour le relèvement des salaires. Des tournées de conférences furent organisées dans tout le pays, l'agitation engagée.

Comme si on n'attendait que ce mot d'ordre, on vit alors presque aussitôt des grèves surgir de tous côtés. Nous ne pouvons point donner des chiffres d'ensemble, parce que les statistiques des grèves paraissent en France avec beaucoup de retard, (les dernières que nous possédons sont celles de septembre), mais il n'y a aucun doute que le nombre des grèves, qui ne dépassait guère la vingtaine par mois à la fin de 1921, s'est considérablement accru les premiers mois de cette année. Il ne se passe pas de jours actuellement sans que trois ou quatre nouvelles grèves, au moins, ne soient signalées à l'*Humanité*. Et toutes ces

grèves sont des grèves *offensives*, ayant pour motif une demande d'augmentation de salaires.

En outre, nombreux sont les cas où une menace de grève n'a point de suite simplement parce que, comme le cas vient de se produire pour les 30.000 tisseurs de la région de Roanne, les patrons ont accordé satisfaction avant le déclenchement du mouvement.

L'offensive pour le relèvement des salaires est partie, et bien partie. Les syndicats de la C. G. T. U. qui en sont l'âme et l'ossature la porteront sans aucun doute à son maximum possible.

R. LOUZON.

Chronique Internationale

ETATS-UNIS

Dans les trente-cinq Etats de la libre Amérique, une loi dite du *syndicalisme criminel* est en vigueur depuis 1917. La bourgeoisie américaine applique ses lois comme bon lui semble et lorsqu'elles lui paraissent insuffisantes, recourt sans embarras à des mesures exceptionnelles. Le procédé des arrestations en masses lui est coutumier.

Après le drame de Centralia, Michael Palmers, l'ancien procureur principal de la République des Etats-Unis, organisa ainsi de vastes razzias. En moins de 48 heures, 5.000 femmes et hommes environ furent arrêtés, sans choix, sans mandats, au hasard. On les garda des semaines dans les dépôts bondés, en les traitant avec la dernière brutalité.

A Lawrence (Massachusetts) pendant la grève du textile 900 ouvriers et ouvrières furent arrêtés. Pendant la grève des filatures de soie de Patterson (New-Jersey) près de 1.900 ouvriers et ouvrières furent emprisonnés sans la moindre raison plausible.

C'est une coutume. Les prisons des petites villes sont remplies d'ouvriers.

Et que n'a-t-on pas vu en fait de lynchage et de violences dans la rue ! Car, dans la répression, l'Amérique procède à la fois avec méthode et bestialité.

A Nord-Yakima (Washington) on a goudronné et emplumé — divertissements de bons Américains : on plonge la victime dans un tonneau de goudron, puis on la roule dans des plumes — Frank M. Meyers ; à Sedro Wooley (Washington) D. S. Deitz ; à Stattin (Illinois) John L. Metzger, l'avocat-conseil des ouvriers d'industrie ; à Tulsa (Oklahoma) on a arrêté 17 membres de l'I. W. W., on les a transportés en autos hors de la ville, goudronnés et assommés : ils en sont morts. A Bisbes (Arizona), on a arrêté 1.164 mineurs avec leurs familles, puis on les a déportés pour plusieurs mois à Colombia (New-Mexico). On a également déporté un grand nombre

d'ouvriers de Jérôme (Arizona) ; 7 militants des I. W. W. de Florenzo (Oregon), emmenés dans une forêt vierge, y ont été abandonnés à leur propre sort.

Les assommades d'ouvriers sont banales. A San Diego (Californie) Joe Marko est roué de coups jusqu'à perte de connaissance. A Everett (Washington) James Rowa subit le même traitement. A Lawrence (Massachusetts) les grévistes et leurs femmes sont l'objet de sévices. A Red Lodge (Montana) un militant I. W. W., assailli chez lui par la police, est pendu sous les yeux de sa femme et de ses enfants. A Franklin (New-Jersey) l'ouvrier John Alvila fut arrêté et pendu en plein jour, dans un bois voisin par la police et par des boutiquiers. On le dépendit pourtant avant qu'il ne fût mort, pour le rouer de coups. Après quoi le juge de l'endroit le condamna à trois années de réclusion.

A Birmingham (Alabama) plusieurs prévenus de l'I. W. W. furent exposés à la foire. On payait 25 cents pour voir « ces misérables ».

A la prison du comté de Sacramento les prévenus ouvriers R. J. Blanne, Ed. Burns, H. N. Ewans, James Nolan et Frank Travis, enfermés dans des cellules infectées de grippe espagnole, tombent malades et meurent sans avoir reçu aucun secours médical.

A Fresno (Californie), où la prison était bondée de révolutionnaires, on fit venir les pompiers pour inonder les enfermés dans les cellules. La bourgeoisie américaine applique à plusieurs reprises cette méthode à San-Diego (Californie).

A Centralia (Washington), l'ouvrier Wesley, extrait de prison, fut emmené hors de la ville, pendu, criblé de balles. On rapporta son cadavre à ses compagnons de cellule, que l'on obligea à l'enterrer.

Tous ces faits sont récents.

La mortalité est naturellement élevée dans les prisons américaines : nombreux y sont les suicides et les cas de folie.

W. HAYWOOD.

Discussion sur l' "impérialisme" et le "capitalisme" ouvriers

Dans un article paru il y a environ deux mois dans l'*Humanité*, j'avais écrit : « Il n'y a pas d'impérialisme russe. Il y a un impérialisme ouvrier. Il y a un impérialisme rouge », etc... Je ne voudrais pas qu'il y ait sur ce point le moindre malentendu. Sur l'expression « militarisme rouge », on peut discuter à perte de vue. Il faut au préalable définir nettement le mot militarisme.

Je suis d'accord avec Louis Sellier pour qu'on n'emploie pas une expression qu'on ne sache clairement expliquer. Mais je pense que la définition du militarisme donnée par Sellier n'est pas doctrinalement juste.

Il a écrit dans l'*Humanité* du 5 février : « Dans les pays capitalistes, le militarisme consiste à séparer de la nation, à organiser en caste les hauts cadres de l'armée, à leur donner sinon des privilèges, du moins des intérêts indépendants de ceux de la collectivité sociale ».

Que sont les intérêts de la « collectivité sociale » ? Il y a l'intérêt du prolétariat, l'intérêt de telle ou telle fraction capitaliste, l'intérêt de classe du capitalisme, l'intérêt des classes moyennes ou de telle ou telle fraction des classes moyennes. Je ne vois nulle part les intérêts de la « collectivité sociale ».

Nous avons assez critiqué la notion de « l'intérêt général ». Faisons bien attention de ne pas avoir l'air de retomber dans les erreurs que nous critiquons. « Intérêts de la collectivité sociale », voilà une expression bien autrement dangereuse que le « capitalisme ouvrier » et que « l'impérialisme ouvrier ». Voilà une expression que nous ne pouvons pas employer, même par métaphore.

C'est une formule qu'il y a danger à employer, selon les propres expressions de Sellier, « dans la période de confusion où les amateurs et les arrivistes de toutes nuances s'efforcent avec tant d'obstination à pêcher en eau trouble. »

Sellier parle des intérêts indépendants des hauts cadres de l'armée, organisés en caste. De quoi sont indépendants ces intérêts ?

Pas de ceux de la collectivité sociale, puisque nous repoussons la doctrine de « l'intérêt général ». Pour arriver à une définition doctrinalement juste, il faudrait marquer que les intérêts de caste de la haute armée sont dépendants des intérêts de la classe capitaliste en général, et surtout des intérêts de la fraction capitaliste la plus directement intéressée à la guerre : le grand capitalisme métallurgique.

Pour donner du militarisme une définition tout à fait complète, il faudrait rechercher aussi les raisons pour lesquelles dans nos pays européens, les hauts cadres de l'armée organisés en caste sont aussi sous la dépendance étroite du grand capitalisme terrien qui, dans bien des cas, n'est que le prolongement de la vieille société monarchique et féodale adaptée au régime capitaliste.

Voilà un problème que nous pourrions poser aux lecteurs du *Bulletin Communiste*. Des camarades comme notre ami Dommanget pourraient nous apporter de précieuses lumières là-dessus.

Dans ma critique de la définition, donnée par Sellier du militarisme, je dois marquer que l'idée des hauts cadres de l'armée organisés en caste est un trait essentiel du militarisme et qu'il a dégagé ce trait avec un grand bonheur d'expression.

Je pense que mon expression sur l'impérialisme est rigoureusement exacte.

L'impérialisme d'une nation, d'une classe, signifie étymologiquement de la façon la plus claire, la plus précise que cette nation, que cette classe vise à la *domination du monde*.

Quand, dans le monde entier le communisme réalisé aura établi une société sans classes, toute domination d'une nation sur une autre, d'une classe sur une autre, aura par là même disparu.

Le mot impérialisme n'aura même plus alors aucun sens dans le présent. Il n'aura plus qu'un sens historique. Ce sens ne pourra être reconstitué que par un effort de l'imagination s'appliquant à resusciter le passé. De même aujourd'hui, l'idée exprimée par le mot *gens romana* ne peut se concevoir que par un travail mental appliqué à l'étude de la société romaine.

Tant que la classe bourgeoise subsiste, c'est-à-dire tant que le socialisme n'est pas réalisé, la classe bourgeoise ou une fraction de cette classe cherche à *dominer le monde* : c'est l'impérialisme national et l'impérialisme capitaliste.

De même, la fraction la plus consciente du prolétariat cherche, au nom des intérêts de la classe ouvrière internationale, à *dominer la bourgeoisie*, politiquement et économiquement, tant que celle-ci n'a pas disparu. C'est une sorte d'impérialisme, l'impérialisme ouvrier.

De même que la notion d'Etat prolétarien exprime le but transitoire poursuivi par la lutte des classes sur le terrain national, la notion d'impérialisme ouvrier exprimerait le but transitoire poursuivi par le prolétariat sur le terrain international.

Le mot impérialisme ouvrier exprimerait à la fois l'objectif transitoire de la lutte des classes et l'internationalité de cette lutte. Ce n'est pas à titre de métaphore que l'on peut l'employer, mais dans son sens plein et littéral.

Est-il si difficile d'expliquer cela aux ouvriers ? Ne peut-on leur dire : « L'impérialisme vise à la domination du monde. Tant que vous n'aurez pas fait disparaître les classes et achevé le communisme, voulez-vous, ouvriers, conquérir toutes les richesses du monde sur les parasites ? Voulez-vous les remettre aux ouvriers ou les faire contrôler par des ouvriers ? Voulez-vous dominer politiquement et économique-

ment la classe capitaliste tant qu'elle existera encore ? Admettez-vous que pour réaliser cette domination, jouée, sous toutes ses formes, la solidarité internationale des prolétariats ?

Il n'est pas un ouvrier conscient qui ne réponde oui, à toutes ces questions. Il n'est pas un ouvrier arriéré qui ne puisse comprendre l'expression « impérialisme ouvrier » aussi facilement, ou aussi difficilement selon ses facultés, que les expressions « lutte de classe », « dictature du prolétariat », « Etat prolétarien ».

Dirait-on que le mot impérialisme a dans le langage courant un sens péjoratif ? Et le mot dictature, fallait-il renoncer à l'employer, et exprimer l'idée de la dictature du prolétariat par des périphrases compliquées ?

Né valait-il pas mieux, comme l'ont fait Marx, Engels, Guesde et le Parti bolchévique, expliquer ce qu'est la dictature du prolétariat et jeter dans la conscience ouvrière simultanément le mot et l'idée ? Si nous nous livrons à ce jeu de nous astreindre à n'exprimer nos idées que par de longues périphrases, quelle propagande ferons-nous ?

Sellier écrit à la fin de son article : « Reste l'affirmation communiste de l'armement du prolétariat en période révolutionnaire. Les fortifications capitalistes sont redoutables. »

Je me souviens d'avoir, avant la guerre, scandalisé tout d'abord la section de Bois-Colombes, en disant que la Révolution devrait s'armer, organiser sa force militaire, avoir une vraie armée avec de vrais soldats. Après explications précises, bien des camarades m'ont compris.

Si les marxistes n'avaient pas jeté dans la conscience ouvrière, à la fois le mot et l'idée, de « lutte de classe » et de « dictature du prolétariat » ; si les communistes russes n'avaient pas fait de même pour « l'armement du prolétariat » ce travail d'éducation serait à faire aujourd'hui.

Et pour écrire sa phrase sur l'armement du prolétariat et sur les redoutables fortifications capitalistes, Sellier serait obligé de l'expliquer.

J'en arrive maintenant à l'expression « capitalisme ouvrier ». Après l'expérience de la Révolution russe, c'est un mot exprimant une idée qui ne peut être rejetée aisément.

L'expérience de la Révolution russe nous apprend que le prolétariat, s'étant saisi du pouvoir, ayant construit son Etat prolétarien, n'est pas toujours en état de réaliser immédiatement une économie socialiste et qu'il doit passer par une série d'étapes.

L'une de ces étapes consiste à nationaliser la grande industrie et les transports, à contrôler les sociétés mixtes d'importation et d'exportation créées sous la forme de sociétés anonymes par la participation de l'Etat et des capitalistes, à contrôler aussi la petite production et les échanges. C'est précisément la fameuse « nouvelle politique », la « Nep » des Soviets.

Dans la brochure qu'il publia, il y a un an et demi, sur la nouvelle politique, Lénine explique que pour arriver au socialisme, la Russie doit d'abord passer par une période où le capitalisme est contrôlé par l'Etat prolétarien. Il dit que le capitalisme d'Etat sera un progrès sur le « communisme de guerre. »

Au 4^e Congrès, le Parti russe approuvé par l'Internationale tout entière exprima que la nouvelle politique était nécessaire non seulement par l'impossibilité de réaliser le socialisme dans un seul pays entouré de nations capitalistes, mais aussi par le rapport des forces existant entre le prolétariat et les paysans.

Le Parti russe expliqua que, vraisemblablement, une Révolution prolétarienne surgissant dans un pays capitaliste très évolué comme en Allemagne, devrait aussi passer par une période de « nouvelle politique. »

Ce capitalisme d'Etat, d'Etat ouvrier, phase probable du développement de la Révolution vers le socialisme, ne permet pas de repousser l'expression « capitalisme ouvrier » ou de la repousser à titre de métaphore.

En Russie, la « nouvelle politique » n'est pas une métaphore. C'est une grande chose difficile et nécessaire au progrès ultérieur de la construction révolutionnaire. Il y a peut-être plus de mérite révolutionnaire à bien pratiquer la « nouvelle politique », de manière à la dépasser le plus tôt possible, il y a peut-être à faire ainsi plus de science et de maîtrise révolutionnaire qu'à conquérir le pouvoir.

Je suis persuadé qu'au fond Sellier est tout à fait d'accord avec moi. Néanmoins, ce qui a été écrit dans l'Humanité pourrait introduire la confusion dans l'esprit de nos militants. Cette confusion, il y a intérêt à la dissiper.

Aussi, une discussion pourrait utilement s'instituer sur ce point dans le Bulletin Communiste. De telles discussions entre hommes qui s'aiment et s'estiment, discussions qui touchent à des points importants de doctrine, ne sauraient rompre l'harmonie de notre Parti et ne peuvent que contribuer à la formation doctrinale de tous les militants.

BERTREINT.

Remarque à propos de l'impérialisme

Puisque Bertreint nous invite cordialement à la discussion, nous lui ferons observer que sa définition de l'impérialisme est tout à fait erronée, du point de vue marxiste.

On se demande ce que vient faire ici l'étymologie, quand il s'agit d'une notion à laquelle un contenu est donné par l'économie moderne (interprétée selon la méthode marxiste), et non par le latin.

Il devrait être entendu une fois pour toutes que, le vocabulaire s'enrichissant dans une mesure infiniment moindre que celle de l'extension des connaissances humaines, de vieilles expressions servent souvent à traduire de nouvelles idées, celles-ci n'ayant souvent que de lointains rapports avec celles qu'exprimaient autrefois les mots employés.

Quand les communistes parlent d'impérialisme, ils évoquent une conception différente, non seulement du sens d'imperium, mais aussi, par exemple, de la philosophie gobinienne de l'histoire, attribuant aux Aryens la mission dominatrice dans le monde. Les commentateurs

de Gobineau ont de l'impérialisme une notion qui n'est pas celle des disciples de Marx. M. Sellière ne parle pas de l'impérialisme comme Lénine.

La définition marxiste de l'impérialisme, pour n'avoir pas été formulée d'emblée, et pour être peut-être encore non définitive, est en tout cas fort claire. L'impérialisme est l'ensemble des caractéristiques du capitalisme parvenu à un certain stade de développement, le stade actuel précisément. Ce stade a pour trait essentiel la domination du « capital financier ».

Hilferding dit que la prépotence du « capital financier » est la phase la plus récente du développement capitaliste. Lénine ajoute : l'impérialisme (ou règne du capital financier, ce qui pour lui est tout un) est la dernière phase du capitalisme, celle qui précède immédiatement le socialisme.

Qu'est-ce donc que cette phase du capitalisme évolué, cette nouvelle forme du capitalisme ? Elle s'est dessinée dans les dernières années du siècle dernier, quand les doctrines de Cobden et des Manchesteriens — libre échange, libre concurrence — se sont effacées devant le protectionnisme. Le développement des forces productrices et la concentration de la production créaient alors les premiers monopoles économiques. Depuis le début du XX^e siècle, la transformation du capitalisme n'a cessé de

s'accroître dans le sens de la formation de ces monopoles, trusts et cartels d'industrie.

La substitution des monopoles à la concurrence libre, tel est le phénomène essentiel qui a fait entrer le capitalisme dans la nouvelle phase (la dernière, dit Lénine). La concentration de l'industrie, la concentration des capitaux dans les grandes banques, puis la fusion des banques avec l'industrie, tel est le processus de création du « capital financier ».

Enfin, l'exportation des capitaux à l'étranger, l'internationalisation des monopoles, constituent dans le monde de grands groupes capitalistes rivaux qui entrent en lutte pour se partager les domaines d'exploitation. Telles sont les principales caractéristiques du capitalisme d'aujourd'hui, que les communistes appellent impérialisme, ou capitalisme impérialiste.

L'impérialisme, c'est donc le nouveau capitalisme caractérisé par l'exportation des capitaux, alors que l'ancien capitalisme était caractérisé par l'exportation des marchandises.

L'impérialisme, c'est une étape du capitalisme, la plus récente, dit Hilferding, la dernière, dit Lénine. Nous pourrions discuter une autre fois des points de vue d'Hilferding et de Lénine. Mais en attendant, nous en avons assez dit pour prouver qu'on ne peut pas, comme marxiste, parler d'impérialisme ouvrier.

Boris SOUVARINE.

Les domiciles de Karl Marx à Londres

Convaincus que les événements font les hommes plutôt que les hommes ne déterminent les événements, les socialistes ne sont point enclins au culte des héros. Mettant en doute que l'homme soit l'auteur de sa destinée et affirmant plutôt qu'il est, en une large mesure, créé par les circonstances, ils s'intéressent naturellement davantage à l'étude des facteurs qui se sont combinés pour faire surgir des événements ou des changements sociaux, et l'individu que les circonstances portent aux sommets a pour eux moins d'attrait.

Socrate, Annibal, César, Cromwell, Colomb, Shakespeare, James Watt, etc., furent chacun le produit de leur époque, de leurs conditions sociales, de leur milieu. Une telle conception n'a rien de dégradant pour la personnalité de ces hommes, elle n'atténue en rien le bien ou le mal qu'ils ont pu faire en ce monde, elle explique seulement comment ce bien et ce mal ont pu se produire. Seul, l'homme superficiel reste bouché bée devant l'inépuisable et voit son admiration faiblir quand lui sont révélés les processus de création. L'homme intelligent apprécie d'autant plus un mécanisme compliqué que le but et le fonctionnement lui en sont exposés, minute par minute, pas à pas.

Pour ces motifs, les conditions personnelles et les formes sociales entourant les grands hommes sont d'une importance toute décisive, pour les socialistes. Aussi attacheront-ils un intérêt tout particulier à l'étude des facteurs qui ont formé Karl Marx, considéré par Friedrich Engels comme le

plus grand esprit de la seconde moitié du siècle dernier.

Les facteurs sociaux de son époque, que nul n'a mieux analysés que Marx lui-même, sa vie personnelle et intime, ont déjà été décrits par de plus compétents que nous. Toutefois, avant que le souvenir n'en soit tout à fait perdu, il nous a paru opportun d'établir une liste détaillée des appartements occupés par Marx pendant son séjour en Angleterre et dans lesquels Marx écrivit ses œuvres les plus importantes.

Sans doute, on pourra objecter que Liebknecht, dans ses Souvenirs sur Karl Marx, et John Spargo, dans la Vie et l'Œuvre de Karl Marx, ont fourni à ce sujet toutes les informations nécessaires. Mais il est regrettable que les détails donnés par ces auteurs soient si peu exacts, si vagues et si sujets à caution, que, sans informations supplémentaires, il soit très difficile de se faire du sujet une idée nette. Aussi nous a-t-il paru désirable de décrire chaque logement, de façon à le faire reconnaître sans recourir aux numéros des immeubles, le numérotage des maisons de Londres ayant été fréquemment changé, comme on le verra dans les notes suivantes.

Il est d'ailleurs aussi curieux qu'heureux que les alentours immédiats de chacune de ces maisons ne se soient guère transformés depuis l'époque où Marx et ses amis les habitaient, bien que Londres lui-même ait subi de profondes transformations, les petites rues ayant été démolies et de

nouveaux quartiers ayant été bâtis dans des proportions inconnues de toutes les époques précédentes.

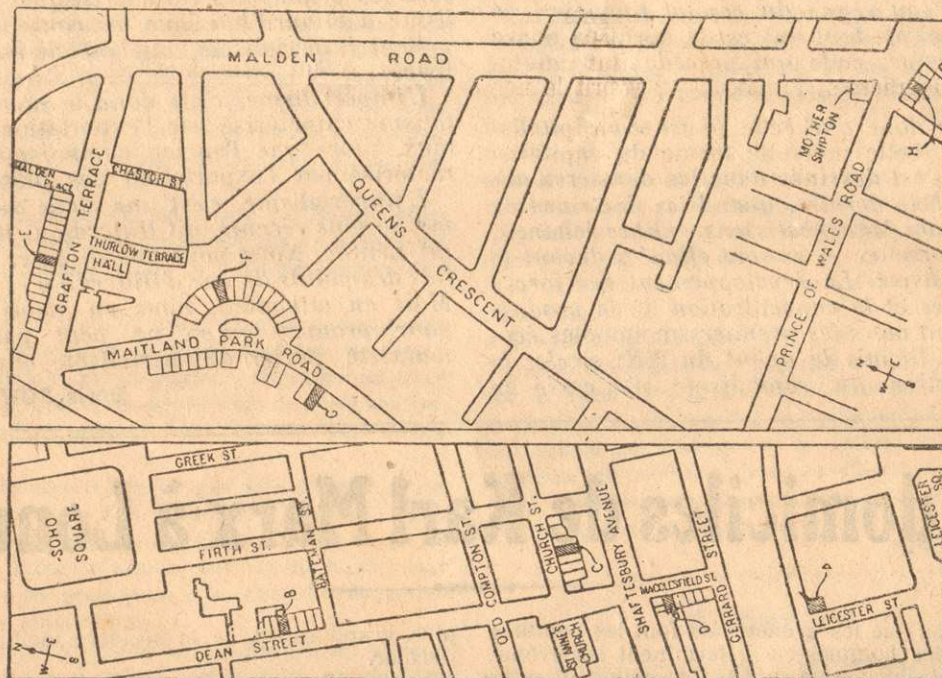
Camberwell

Marx débarqua en Angleterre en juin 1849. Il avait 31 ans. Il habita d'abord à Camberwell un appartement meublé, dont la location n'a pu être précisée. C'est là que son quatrième enfant, son fils Henry, vint au monde. C'est là que la famille Marx connut les pires extrémités de la misère. Le loyer était d'une livre, douze shillings et demi par semaine, et Marx luttait tragiquement contre l'impossibilité de trouver du travail. La crise survint au printemps de 1850. Une propriétaire acariâtre exigea tout à coup les termes échus. Marx ne

trouva du côté est de la rue, presque en face du *Royalty Theatre*, qui s'appelait alors *Miss Kelly's Soho Theatre*. C'est le cinquième immeuble au nord de Bateman Street et le troisième au sud de *Royalty Mews*. D'après l'administration, le numéro de la maison n'aurait pas été changé depuis Marx, bien qu'Engels ait exprimé quelque doute à cet égard.

Dernièrement, le rez-de-chaussée de la maison a été transformé en restaurant sous le nom de *Central Kasher Restaurant*. Auparavant, il avait deux petites fenêtres analogues à celles que l'on voit encore aux étages supérieurs, une porte en saillie et une grille en fer.

Dans cette maison, Marx a écrit : « *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte* », « *Monsieur Voqt* », les articles pour la *New York Tribune*, aujourd'hui



pouvant payer, deux huissiers vinrent saisir tout le mobilier, y compris la literie et même le berceau du nouveau-né. Tout ce qu'il possédait fut vendu, et force lui fut, avec sa famille, de déguerpir dès le lendemain.

C'est pendant son séjour dans cette maison que Marx a fait paraître les six fascicules de la *Neue Rheinische Zeitung (Nouvelle Gazette Rhénane)*, ressuscitée, mais vouée à un destin malheureux.

Leicester Street

Expulsée, la famille Marx alla trouver un abri provisoire au *German Hotel*, 1 et 2, Leicester street, et au terme de 5 livres et 10 shillings par semaine.

Leicester Street est une courbe et étroite ruelle reliant Leicester Square à Lisle Street. L'hôtel lui-même existe encore à peu près tel qu'il était alors, mais il a changé plusieurs fois de nom et s'appelle aujourd'hui *Restaurant de Monte-Carlo*. L'immeuble est à l'angle de Leicester Street et de Lisle Street (côté est).

Dean Street

La famille Marx transféra, en juin 1850, son domicile, 28, Dean Street, où elle occupait deux petites chambres au second étage. Cette maison se

trouvait sous le titre de : « *Révolution et Contre-Révolution* », « *la Critique de l'Economie politique* », la plus grande partie de son œuvre maîtresse : « *Le Capital* ». C'est ici aussi que *Franciska*, le cinquième enfant des époux Marx, vit le jour en 1851, pour mourir littéralement d'indigence l'année suivante, précédant seulement de quelques semaines dans la tombe, Henry, le quatrième enfant. Le 16 janvier 1856, Eléonore, leur dernière enfant, vint au monde, et en cette même année mourut leur troisième enfant, le seul fils survivant, Edgar, surnommé « Mouche ». Ces trois enfants sont enterrés dans le cimetière du Whitfield Tabernacle, à Tottenham Court Road. Et c'était surtout l'insalubrité du local de Soho qui avait amené Marx à rechercher un quartier plus sain.

La propriétaire de l'immeuble 28, Dean Street, était une dame Kavenagh, mère d'une « authoress » bien connue. Remarquons encore en passant qu'en 1737, le célèbre sculpteur Joseph Nollekens avait vu le jour dans cette même maison.

Macclesfield Street

Pendant cette période, Friedrich Engels habitait au numéro 6, Macclesfield Street. Cette maison a été démolie plus tard lors de l'élargissement de

l'ancienne King Street, dénommée depuis Shaftesbury Avenue. On a reconstruit, sur l'emplacement de l'ancienne, une nouvelle maison qui se trouve du côté ouest de la rue, entre le cabaret du coin et Dansey Yard. Le reste de la rue n'a guère subi de transformation.

Wilhelm Liebknecht arriva à Londres en juin 1850. Il prit domicile au numéro 14, Church Street. Cette maison est la cinquième à partir du coin est de Dean Street. Il est intéressant de noter que, 75 ans plus tôt, Jean-Paul Marat vivait dans cette rue, où il exerçait la profession de médecin.

Grafton Terrace

En 1857, Marx alla habiter Grafton Terrace, à Kentish Town. A cette époque, la rue s'appelait Fitzroy Road ; Grafton Terrace désignait un ensemble de maisons, parmi lesquelles celle de Marx. Toutefois, peu après, la rue entière fut rebaptisée Grafton Terrace, et l'immeuble 9 y prit le numéro 46. C'est la rue qui croise Malden Road et la maison en question se trouve au nord de la porte est de la rue. Elle est la neuvième après la place de Malden et la dixième à partir du cabaret du coin opposé de la rue. Elle possède, au-dessus de la fenêtre en saillie, un petit balcon où Mme Marx avait coutume de saluer ses trois filles, après sa guérison de la petite vérole qu'elle avait contractée durant son séjour dans cette maison.

Roxburgh Terrace

A cette époque, Wilhelm Liebknecht vint habiter dans le voisinage, dans une maison faisant presque face au cabaret bien connu de la « Mère Shipton ». Cette maison, qui fait partie aujourd'hui de Prince of Wales Street, était alors le numéro 3 de Roxburgh Terrace, et constituait l'immeuble central d'un bloc de cinq maisons faisant face au bout de Malden Street. En 1863, elle devint le numéro 93 de Prince of Wales Street, pour avoir enfin, en 1886, le numéro 105.

Maitland Park Road

Après le mariage des deux filles aînées, la famille Marx alla occuper une maison moins spacieuse de Maitland Park Road, non loin de Grafton Terrace. Il existe quelques divergences de vues sur la date où Marx a fait ce déménagement. Liebknecht dit que c'était en 1872 ou 1873, alors que Spargo, après avoir donné cette même date dans une page de son livre, affirme plus loin que la famille Marx avait changé d'appartement en 1870 ou 1871. En réalité, il faut que ce déménagement ait eu lieu bien avant les dates indiquées par les deux biographes, car il existe une lettre de Karl Marx portant l'adresse susnommée et datée du 23 novembre 1868. (Voir la 4^e lettre dans : « *Lettres et extraits de lettres de Joh. Phil. Becker, Jos. Dietzgen, Friedrich Engels, Karl Marx à F. A. Sorge et autres* ».)

Il y a aussi désaccord au sujet du numéro de la maison. Alors que Spargo indique l'adresse précitée, Liebknecht dit : « Non loin de là se trouve la maison numéro 41 de Maitland Park Road qui, il y a neuf ans (environ en 1897), portait le numéro 1. En réalité, l'immeuble n'a jamais eu cette désignation. C'est, en partant du nord, la cinquième maison d'une suite continue de quatorze immeubles. Toutes les maisons d'un bout à l'autre

de la rue sont nettement visibles sur la carte officielle de 1870, et elles furent construites avant l'époque où Marx y vint résider. De même, l'*Annuaire Kelly* de 1876, le premier qui fut édité après la date en question, porte l'indication : « 41, Marx, Karl, docteur ès-philosophie ».

La lettre mentionnée plus haut de Marx explique la contradiction, car elle indique comme adresse : 1, *Modena Villa, Maitland Park, Havestock Hill, London*. Chaque couple de maisons ayant un porche commun, avait sa désignation particulière. C'est là une coutume bien répandue dans les quartiers suburbains. Mais lorsque ces quartiers devenaient plus peuplés, les autorités postales exigeaient la stricte observation de la règle du numérotage des maisons. Dans sa lettre du 4 avril 1876 (n° 66, loc. cit.), Marx ajoute à l'adresse indiquée 41, Maitland Park Road, la mention : « Faites attention à l'adresse ». Et telle était en effet l'adresse postale officielle de Marx depuis 1869. Avant cette date, elle était : 10, Maitland Park Crescent.

Le 2 décembre 1881, Mme Marx mourut. Son mari la rejoignit peu après. Il s'éteignit le 14 mars 1883, assis dans son fauteuil de travail.

Du côté opposé de la rue, au numéro 67, habitait le docteur Edward Bibbins Aveling, qui avait épousé Eléonore, la plus jeune fille de Marx.

Regent's Park Road

A l'époque où Marx habitait Maitland Park Road, Engels résidait au 112 de Regent Park, où il resta jusqu'à son voyage en Amérique. Après son retour, il alla demeurer au 41 de la même rue. La première maison se trouve du côté sud de la rue, au milieu d'un pâté d'immeubles enserrés entre Rothwell Street et Sharples Hall Street. C'est la troisième depuis le coin de la première rue et la onzième à partir de Sharples Hall Street. Son deuxième appartement était à proximité de l'église Saint-Marc. Le numéro 41 était au centre d'un groupe de sept maisons entourées par Albert Terrace Mews. Les numéros des maisons n'ont pas été changés depuis.

Le cimetière de Highgate

Marx fut enterré au cimetière de Highgate, près des tombes de sa femme Jenny von Westphalen, de son petit-fils Harry Longuet et de la fidèle « compagne-servante » de Marx, Hélène Demuth, appelée *Lenchen* par toute la famille.

En observant les indications suivantes, il n'est pas difficile de trouver le tombeau de Karl Marx. Il repose dans cette partie du cimetière connue sous le nom de cimetière neuf. En entrant par la porte adjacente à Waterloo Park, il faut d'abord suivre l'allée principale jusqu'à un carrefour, puis monter à gauche la petite colline jusqu'au second sentier principal à droite, et suivre le sentier ; à 85 pas environ, on trouve, à gauche, un grand tombeau double appartenant à une famille Scrimgeour. Immédiatement derrière cette tombe est un étroit sentier sur la gauche duquel se trouve la tombe de Marx ; c'est la neuvième, et elle porte le numéro officiel : 24.748.

John T. WINTER.

(Trad. par Emile Hoellein.)

La Conférence de Francfort

Première Journée (17 Mars)

Friège ouvre la séance. — Constitution du Bureau.

La séance est ouverte par le président du Comité National des Comités d'usines de Rhénanie et Westphalie, le camarade Friège, membre du Parti Social-démocrate Unifié d'Allemagne.

Friège salue la conférence au nom des Comités d'usines allemands. « L'entrée des impérialistes français dans la Ruhr fait ressortir, dit-il, la nécessité absolue d'une résistance internationale au capitalisme français, ou mieux mondial. Nous n'avons rien fait jusqu'à présent pour mettre fin à l'esclavage de la classe ouvrière internationale. L'heure est venue de préparer l'action. »

Sur proposition du Comité d'action des Partis Communistes français et allemand, il est décidé de constituer un bureau de onze membres, dans lequel seront représentés : les Comités d'usines de Rhénanie et Westphalie, l'I. C., l'I. S. R., l'Internationale des Jeunesses Communistes, les Partis Communistes français, anglais, italien, allemand, les groupes social-démocrate et social-démocrate indépendant. Les membres du bureau seront désignés les jours suivants, à l'exception de Kolarov (I. C.), Lozovski (I. S. R.) et Clara Zetkin (P. C. allemand), élus tout de suite.

La Commission des mandats devra se composer de représentants du groupe social-démocrate, du groupe social-démocrate indépendant, des P. C. de France et d'Allemagne, de la C. G. T. U. et des Comités d'usines allemands.

Un Message aux emprisonnés

Sont élus secrétaires : Ewert (Allemagne) et Marius (France).

Sur proposition d'Ivanov (syndicats russes), le télégramme suivant est envoyé à nos camarades prisonniers de la bourgeoisie française et belge : « La Conférence de Francfort vous adresse son salut fraternel. Vous avez élevé une protestation héroïque contre l'invasion du pays paisible de la Ruhr par l'impérialisme français. Vous ne vous êtes pas laissé duper par la rhétorique menteuse dont se sert la bourgeoisie de France et de Belgique pour affirmer son droit de fouler aux pieds le peuple allemand désarmé. Vous avez élevé haut le drapeau du communisme et des syndicats rouges. Vous avez rempli votre devoir de classe et sauvé l'honneur de la classe ouvrière française et belge. Seule la destruction complète du système qui permet aux capitalistes de mettre en jeu la vie de millions d'êtres humains sera le salut des travailleurs de tous les pays. Prolétaires de tous les pays réunis à Francfort, nous sentons profondément par delà les frontières et les murs des cachots, quels liens étroits nous unissent à vous et à la classe ouvrière française et belge. Celle-ci, l'enivrement de la guerre dissipé, commence à comprendre. La bourgeoisie de vos pays aperçoit déjà le spectre de la révolution sociale et frappe

ceux qui représentent la conscience des masses. Elle pense pouvoir étouffer la révolution dans son germe en bâillonnant ses porte-parole. Elle se convaincra bientôt qu'on ne peut pas emprisonner la classe ouvrière, même avec le concours des réformistes. »

L'ordre du jour

L'ordre du jour suivant a été arrêté :

1. La situation en France ;
2. La situation en Allemagne ;
3. L'occupation de la Ruhr et le danger de guerre.

Au nom du Parti Communiste de Francfort, Paul Noak et Winkel (Jeunesses) souhaitent la bienvenue aux délégués. Lange (Parti Social-démocrate Unifié) salue la Conférence au nom de la plus grande usine de Francfort. Kolarov reçoit la parole.

Kolarov

Le délégué de l'Exécutif de Moscou apporte à la conférence le salut fraternel de la 3^e Internationale.

« Les Comités d'usines de Rhénanie et Westphalie, dit-il, ont invité tous les partis ouvriers, toutes les organisations, toutes les Internationales. Les puissances capitalistes qui ont déchaîné la guerre en 1914 mènent les peuples à une catastrophe nouvelle et entrent déjà l'inévitable conséquence de toutes les guerres : la révolution sociale. Mais elles ne peuvent pas maîtriser les forces qu'elles ont déchaînées. On peut dire que le conflit franco-allemand a déjà revêtu dans la Ruhr les formes de la guerre. Le sang coule. Le monde ouvrier tout entier voit le danger et veut y parer. Les réformistes d'Amsterdam et de Londres, au lendemain de leur Congrès de la paix de La Haye, se sont révélés, une fois de plus, complètement impuissants. Les réformistes allemands soutiennent la bourgeoisie tout comme en 1914. L'Internationale Communiste, de son côté, a fait tout ce qui était en son pouvoir pour constituer contre la guerre le front unique de la classe ouvrière de tous les pays. Après l'occupation de la Ruhr, l'I. C. et l'I. S. R. ont convié la 2^e Internationale et celle d'Amsterdam à l'action commune. Nous n'avons pas reçu de réponse. Le front unique commence pourtant à se former. Les classes dirigeantes françaises se sont bien rendu compte de ce que signifiait la Conférence d'Essen ! Et la preuve en est qu'elles ont emprisonné tous ses participants. En Allemagne, le mouvement des Comités d'usines rallie les ouvriers de toutes les tendances politiques, qui continuent fermement l'œuvre commencée à Essen. Nous sommes fiers d'apercevoir dans cette salle les délégués du Parti Socialiste indépendant d'Allemagne et de nombreux camarades social-démocrates. Le principe de la lutte des classes s'impose

donc dans les masses social-démocrates. A la Conférence de Francfort de nous forger des armées. »

Lozovski

Lozovski espère que la Conférence, ne se contentant pas de parer aux dangers de guerre, cherchera à atteindre la cause de toutes les guerres. « Nous disions, alors que les réformistes préparaient la Conférence de La Haye, qu'elle serait superflue. Nous voulions, disions-nous, un Congrès de lutte des classes. Pas de pacifisme ! On ne vainc pas la bourgeoisie avec des adjurations pacifiques. Trois semaines après La Haye, Poincaré, faisant fi des discours prononcés là-bas, occupait la Ruhr. Et nous répétions aux réformistes : « Si vous voulez la paix, faites la lutte des classes ! » Nous sommes ici pour prendre des résolutions pratiques, efficaces. Le prolétariat de chaque pays doit vaincre sa propre bourgeoisie. Le prolétariat doit réaliser le bloc de toutes ses forces contre l'impérialisme. Ses éléments avancés doivent secourir les grandes masses et les appeler au combat. Le mot d'ordre est : front unique de tous les travailleurs de tous les pays, à quelques organisations qu'ils appartiennent. Au bloc des exploités, opposons le bloc des exploités. Tel est notre but. Nous n'entendons pas imposer aux travailleurs social-démocrates la plate-forme de la dictature du prolétariat ; nous leur offrons de réaliser le front unique sur la base de leurs propres revendications. Nous voulons simplement le front unique sur le terrain de la lutte des classes. Les dirigeants réformistes nous résisteront certainement, mais le développement du mouvement leur imposera la loi de la nécessité.

« Quand, à La Haye, Fimmen proposait la grève générale internationale contre la guerre, nous lui objections : « Ne promettez pas ce que vous n'êtes pas en état de tenir. Vous n'êtes pas encore unis entre vous et vous n'êtes que trop unis à la bourgeoisie ». Notre prédiction s'est vérifiée aux dépens du prolétariat. Que peuvent attendre les exploités d'une Internationale comme celle d'Amsterdam, incapable de combattre et qui, manifestement, le restera toujours ? L'enseignement de la Ruhr a été clair pour les travailleurs allemands. Ils ont vu que les moyens du réformisme ne servent de rien. Nous sommes ici pour faire le bilan de nos forces et concevoir notre action de classe. Nous ferons du bon travail si, nous écartant des résolutions éloquentes, nous restons sur le terrain de la pratique. »

Chatskine

Après une délégation de la fabrique des machines Fries et fils, de Francfort, Chatskine (Internationale des Jeunesses et Jeunesses Communistes russes), prend la parole :

« Nous pouvons, dit-il, nous flatter d'avoir déjà fait de bonne besogne pratique contre la guerre et le fascisme. Nous accomplissons la tâche que nous ont léguée Rosa Luxembourg et Liebknecht, dont la mort n'a pas encore été vengée. (Cris dans la salle : Oui ! Et c'est une honte !) Dans la région occupée, nos Jeunesses ont répandu en français et en allemand leurs feuilles volantes. Notre propagande parmi des troupes françaises et belges a eu des succès indéniables. Nous avons même aujourd'hui des appels publiés en arabe et en langues indigènes pour nos frères marocains et noirs. (Vifs applaudissements.) De nombreux camarades

payent de leur liberté cette énergique propagande. Du 11 au 18 mars, nous avons eu une semaine de propagande internationale contre le fascisme et la guerre. En Espagne, en France, en Belgique, nos militants sont emprisonnés. Hier, justement, deux militants ont été condamnés par un Conseil de guerre français de la Ruhr à six mois de prison. La jeunesse ouvrière ne veut plus servir de chair à canon à la bourgeoisie. Elle est résolue, s'il le faut, à se faire tuer, mais pour le socialisme.

« Lorsque la nouvelle de l'occupation de la Ruhr parvint en Russie, de grandes manifestations de protestation se déroulèrent dans tout le pays pendant trois jours. La Russie des Soviets reste et restera le plus ferme appui de la révolution. Que l'on n'oublie pas que son armée et sa flotte rouges sont au service exclusif du prolétariat. »

Chatskine, en terminant, assure la Conférence que les Jeunesses communistes internationales appliqueront scrupuleusement ses décisions.

Newbold

Le député communiste anglais dit qu'il n'est pas facile à un révolutionnaire britannique de sortir de son pays pour se rendre à un Congrès international. « Cette semaine, le Labour Party a voté, à la Chambre des Communes, pour l'organisation d'une conférence interparlementaire qui comprendrait des députés anglais, français et belges, et étudierait la question de la Ruhr. On ne peut mieux faire le jeu des gouvernements bourgeois. Les réformistes anglais condamnent avec vigueur l'impérialisme français, mais ne soufflent mot de l'impérialisme anglais. Ramsay MacDonald a dit au Parlement que la Société des Nations devrait donner des garanties à la France vis-à-vis de l'Allemagne. Pour la classe ouvrière, ce socialiste n'a pas songé à demander des garanties ! Je n'ai pas le droit de vous donner aujourd'hui le moindre espoir quant au secours du Labour Party ou des Trade Unions anglaises qui le suivent. Le Labour Party se prépare à gouverner et se ménage les sympathies de la bourgeoisie. Les masses ouvrières anglaises, découragées par la lâcheté et par les trahisons répétées de leurs chefs, bénéficient d'une amélioration légère de la situation économique, grâce à l'exportation du charbon sur le continent et ne pensent pas à l'action. Notre Parti est encore faible. Mais si la classe ouvrière anglaise ne redoute pas en ce moment la guerre franco-allemande qui menace, elle comprend le danger croissant d'une guerre entre la France et l'Angleterre. L'Angleterre craint la France, supérieurement armée aujourd'hui et en possession d'une puissante flotte aérienne. Je ne crois pas que cette crainte puisse différer pour longtemps le conflit. Aussi le danger est-il plus grand qu'on ne le croit quand on considère la seule occupation de la Ruhr. C'est une guerre européenne, ou plutôt mondiale, qui se prépare. Notre devoir est d'en avertir les travailleurs, d'organiser leur résistance, d'agir, de préparer en un mot, quelles que soient nos forces, la révolution internationale dont sortiront les Etats-Unis d'Europe. »

Un délégué hindou

entretient le Congrès du réveil de l'Orient, où lutte le même parti ouvrier, le même Parti Communiste. « Les colonies constituent la réserve économique et militaire de l'impérialisme. Et de même que la France envoie des Sénégalais sur la Ruhr, l'Angleterre se réserve de jeter contre la France des millions de paysans hindous, si l'impérialisme

n'est pas réduit à l'impuissance par les travailleurs d'Europe unis aux peuples opprimés des colonies. »

Max Thiele

(du Parti Social-démocrate unifié d'Allemagne) présente, au nom des Comités d'usines des ateliers de chemin de fer de Francfort-Ouest, une résolution en faveur du front unique international, dont la lecture est accueillie par de vifs applaudissements.

Un délégué

du Parti Communiste français

le camarade Marius, est l'objet d'une longue ovation. Un groupe de camarades dans la salle entonne la *Marseillaise ouvrière*, que toute l'assemblée, debout, reprend en chœur. « Vous me rappelez, dit le délégué français, que la *Marseillaise* est un chant révolutionnaire. Maintenant, la bourgeoisie française foule aux pieds, sous le manteau de la démocratie, les droits du prolétariat. Les révolutions du passé n'ont pas donné aux travailleurs la liberté économique. »

Passant à l'objet de la Conférence, Marius souligne que la C. G. T. U. et le Parti Communiste français ont prouvé leur ferme volonté d'appliquer les résolutions d'Essen. « La bourgeoisie française est assez habile pour ne pas emprisonner ses ennemis tant qu'ils ne la menacent de façon immédiate et directe. Et si elle a jeté en prison nos meilleurs camarades, c'est bien qu'elle a compris que la C. G. T. U. et le Parti Communiste français constituent une menace réelle contre l'impérialisme. Le prolétariat français condamne l'occupation de la Ruhr comme un crime contre la classe ouvrière de tous les pays. Les jours de 1914 sont revenus, mais il y a quelque chose de changé parmi nous. Nous n'attendons plus rien de la démocratie. Nous ne croyons plus à la patrie bourgeoise, nous ne sommes plus dupes des phrases réformistes. Nous avons pris conscience de notre force révolutionnaire. Les travailleurs de France et d'Allemagne ne marcheront plus les uns contre les autres. Ils se tendront la main pour s'unir contre la bourgeoisie. Pour le capitalisme français, il ne s'agit pas, en l'occurrence, de sauver la patrie, mais de prélever 60 % sur l'exploitation du prolétariat de la Ruhr. Lequel, de Stinnes ou de Loucheur, obtiendra les 60 % ? C'est toute la question. Quand les capitalistes français et allemands se seront entendus à ce sujet, la Ruhr deviendra leur commune colonie et les mineurs et les métallurgistes seront traités comme les esclaves qui peuplent les colonies. »

« Les ouvriers révolutionnaires français n'ont pas cessé d'opposer à Poincaré la plus énergique résistance. Mais nous n'avons pas la satisfaction de saluer dans cette salle les dissidents socialistes français et les réformistes. Les uns et les autres ont décliné notre invitation. Même situation qu'en Allemagne, où 10 millions de syndiqués pourraient aisément instituer le gouvernement ouvrier, si dirigés par les réformistes, ils ne soutenaient le gouvernement Cuno. En France, comme en Allemagne, le drapeau rouge du communisme est le seul qui montre le chemin de l'émancipation. »

Lansing

délégué des syndicalistes révolutionnaires hollandais, prend la parole.

« La petite Hollande, avec 6 millions et demi d'ha-

bitants, exploité et opprime des colonies peuplées de 35 millions d'hommes. Dans la prochaine guerre mondiale, les colonies néerlandaises seront un des enjeux du conflit. Aussi la Hollande dépense-t-elle annuellement, depuis la paix de 1918, 120 millions de gouldens en armement. Les premières dépenses de la flotte ne s'élèvent pas à moins de 525 millions de gouldens. Les travailleurs hollandais doivent donc, eux aussi, s'insurger contre la guerre. Un révolutionnaire hollandais, Domela Nieuwenhuys, s'est fait, jadis, pendant des années, l'apôtre de la grève générale contre la guerre, et les social-démocrates l'ont traité de fou. Nous n'avons rien à attendre de ces gens-là. Et plus courtes seront nos résolutions, meilleures elles seront. C'est dans les casernes et dans les ateliers qu'il faut porter le débat de l'action. »

Grothe

prend la parole pour le Conseil National des Comités d'usines allemands.

« Nous constatons avec joie que bon nombre d'ouvriers social-démocrates sont ici à nos côtés, bien qu'ils n'aient pas encore la force de contraindre leurs dirigeants à renoncer au sabotage de l'action ouvrière. »

L'orateur donne lecture d'un passage du *Vorwaerts*, dans lequel il est dit que la direction du Parti Social-démocrate Unifié ne peut admettre en ce moment aucun rapprochement avec le Parti Communiste. Cette citation provoque de nombreuses exclamations dans la salle. On crie : « Mais ils peuvent bien s'entendre avec Cuno ». L'orateur constate que les Comités d'usines social-démocrates de Rhénanie et Westphalie manifestent la rébellion des masses social-démocrates contre les chefs. Il remercie en termes chaleureux le prolétariat russe pour l'aide prêtée au prolétariat de la Ruhr.

Marianski

délégué des Syndicats rouges et du Parti Communiste polonais, dit :

« Une guerre franco-allemande signifierait aussi maintenant la guerre entre la Pologne et l'Allemagne, d'une part, la Pologne et la Russie des Soviets, de l'autre. La Pologne est un Etat vassal de la France. Sa politique lui est dictée par les ploutocrates français. Mais, dès l'occupation de la Ruhr, nous avons commencé notre campagne contre la guerre, malgré la croisade des réformistes contre nous. Et nous ne reculerons, à l'avenir, comme nous n'avons reculé par le passé, devant aucun sacrifice. »

Un délégué

des grévistes de la Sarre

informe la conférence de la lutte que soutiennent les mineurs contre le capital français, depuis sept longues semaines. Jusqu'à présent, tous les efforts des compagnies et du gouvernement français pour briser le mouvement ont été vains. Nous ne reprendrons le travail que lorsque nous aurons obtenu un salaire et des conditions de travail acceptables. Les travailleurs de la Sarre demandent des directives générales à la Conférence internationale.

La première séance de la Conférence est close vers 11 heures du soir au cri de : Vive la Révolution internationale ! et au chant de l'*Internationale*.

Deuxième Journée (18 Mars)

La Conférence s'ouvre à 4 heures, après un grand meeting et après les séances séparées des fractions communiste, social-démocrate et social-démocrate indépendante.

Le groupe de l'Union Ouvrière de Vienne désigne au bureau le camarade Fouchs (Parti Social-démocrate indépendant d'Allemagne) et le groupe social-démocrate, Barnewald (Social-démocratie Unifiée).

La conférence reçoit de nombreux télégrammes de salutations des centres ouvriers d'Essen, Bochum, Dortmund, Mannheim, Hambourg, Brême, Königsberg, Chemnitz, Leipzig, Francfort, Berlin, etc. Quarante mille manifestants ouvriers, réunis à Hambourg, disent, dans leur télégramme : « Outre la responsabilité de l'action, il y a celle de l'inaction ! » L'Union syndicale de Bulgarie, la Centrale syndicale de Yougo-Slavie, le Parti Communiste roumain, le cartel syndical de Glasgow, ont envoyé des adresses de sympathie. Le secrétaire de l'Union Internationale des Mineurs, Frank Hodges, fait savoir qu'il ne peut pas participer à la Conférence, n'ayant pas été délégué par l'Internationale d'Amsterdam.

On passe à l'ordre du jour. Un camarade de la C. G. T. U. française développe le

Rapport sur la situation en France

« Jusqu'en 1914, dit-il, le syndicalisme français parut révolutionnaire. A la déclaration de guerre, la déception fut rude. Joubaux, qui venait de jurer sur la tombe de Jaurès fidélité à la cause du prolétariat, conclut avec la bourgeoisie le pacte d'union sacrée. Nous vîmes l'archevêque de Paris et de hauts fonctionnaires de la Préfecture, collaborer avec la bureaucratie syndicale. Une opposition se forma. Mais quelques-uns de ceux qui la dirigèrent, comme Merrheim, ne devaient pas, ensuite, suivre avec nous le chemin de la révolution. Les nouveaux devoirs du prolétariat sont demeurés pour eux lettre morte... Les révolutionnaires, devenus majorité dans la C. G. T., firent aux réformistes concessions sur concessions dans le but de sauvegarder l'unité syndicale. Ce fut impossible. Les réformistes provoquèrent la création de la C. G. T. Unitaire à côté de leur ancienne C. G. T. »

L'orateur passe à l'examen de la grave situation financière de la France. La dette de l'Etat s'élève à 10.000 francs par tête d'habitant et ne diminuera certes pas tant que se prolongera la politique d'aventures de M. Poincaré. Le trésor de la bourgeoisie française ne serait assurément pas aussi vide si la ploutocratie allemande n'avait si rigoureusement fermé ses coffres-forts. Le gouvernement français, ne voulant naturellement pas faire pression sur les riches, a entrepris de faire payer les travailleurs. On sait qu'un impôt a été créé sur les salaires. La résistance ouvrière empêche de le recouvrer. L'offensive patronale et gouvernementale provoque d'importants mouvements grévistes tels que ceux du Havre. Dans cette situation, difficile à tous égards, les gouvernants ne connaissent qu'une panacée : « Le Boche doit payer ». Poincaré, le grand responsable de l'aventure de la Ruhr, ne s'y est engagé que pour obéir strictement aux directives du Comité des Forges et conserver son portefeuille. La C. G. T. U. et le Parti Communiste français, conformément aux dé-

terminations prises à Essen, ont constitué un Comité d'action contre la guerre de la Ruhr. L'arrestation et l'emprisonnement de treize de nos meilleurs camarades montre que notre agitation a porté. Nos emprisonnés savaient dès auparavant ce qu'ils risquaient. Ils savaient et savent que le risque personnel ne compte pas quand il s'agit de la cause ouvrière. En 1914, on disait : « La mobilisation n'est pas la guerre ! » On dit même, aujourd'hui : « L'occupation de la Ruhr n'est pas la guerre ! » Nous répondons : c'est la guerre de demain ! Et nous le prouvons.

« Qu'a donné jusqu'à présent l'occupation de la Ruhr ? Ce ne devait être qu'une promenade pacifique d'une commission d'ingénieurs. Il a fallu, pour « protéger » cette commission d'ingénieurs, introduire dans la Ruhr 90.000 baïonnettes françaises. Le charbon de la Ruhr fait défaut en France et la résistance contre Poincaré grandit. La cherté du charbon anglais et les difficultés du moment ont permis au syndicat révolutionnaire des mineurs une offensive assez réussie, au cours de laquelle les réformistes d'Amsterdam se sont montrés aussi jaunes que de coutume. Ils ont décliné notre proposition de front unique ; mais des milliers de membres de leurs syndicats ont fait grève avec nous. Notre devoir le plus pressant, c'est, à l'heure actuelle, de faire pénétrer l'esprit de lutte des classes dans les masses indifférentes ou réformistes.

« Les délégués français sont fiers de participer à cette Conférence internationale, le jour même où le prolétariat de Paris commémore, devant le mur du Père-Lachaise, l'anniversaire de la Commune. Nous ne tolérerons plus un nouveau 2 août 1914. Nous saboterons, s'il le faut, la mobilisation ; nous ferons, s'il le faut, la grève générale. Nous demandons au prolétariat allemand, dont nous connaissons l'esprit révolutionnaire, de préparer avec nous la grève générale contre la guerre. Quels que soient le danger et les sacrifices, nous allons de l'avant vers la révolution ! » (Vifs applaudissements.)

La situation en Allemagne

Brandler a la parole :

« Nous voyons aujourd'hui, en Allemagne, tous les fruits de la politique social-démocrate de reconstruction. Ruine des finances et du ravitaillement, échec de la reconstruction capitaliste, ruine imminente de la production. La dette flottante du Reich s'élève à 4 trillions et de plus de 300 milliards de marks, et l'essai actuel de stabilisation du mark ne constitue qu'une énorme spéculation, destinée à permettre à la grande industrie allemande de se procurer à bon compte les devises étrangères nécessaires à ses acquisitions de matières premières à l'étranger. Le renchérissement constant de la vie, cause de la profonde misère des travailleurs, procure aux propriétaires fonciers et aux grands agriculteurs de gros bénéfices. Malgré la chute du dollar, le prix de la vie n'a pas cessé de monter.

« L'offensive patronale continue. L'occupation de la Ruhr ne s'est pas traduite par une catastrophe économique, mais par une crise lente dont les conséquences seront terribles et dont les effets sont déjà d'une gravité extrême pour le prolétariat. Les traits particuliers de la crise sont : l'abaissement de la condition du prolétariat et l'expropria-

tion des classes moyennes de la bourgeoisie, déjà complètement ruinées. Quantité d'intellectuels et d'anciens militaires tombent au-dessous même du prolétariat. Ce sont ces éléments qui vont au fascisme. 90 % de la totalité des impôts sont payés par le prolétariat et 10 % seulement des impôts directs par la bourgeoisie. Pour s'enrichir, la bourgeoisie allemande ne recule devant aucun expédient, pas même devant la haute trahison, comme on l'a vu dans le cas de la Société Badoise de l'Aniline et de la Soude, qui a vendu ses secrets à la France pour un certain nombre de millions de francs. Elle ne cherche qu'à différer son effondrement et à décharger le poids de la crise sur le prolétariat.

« Quant à ce dernier, il devient, lentement mais sûrement, chaque jour plus conscient de sa force révolutionnaire. Sa jeunesse est au premier rang. Depuis le meurtre de Rathenau, les Comités d'usines ont pris les mesures de résistance les plus urgentes.

« En dépit des promesses de la social-démocratie, le capitalisme n'a pas su reconstruire. La défaite de la révolution allemande a été consacrée en décembre 1918, lorsque les ouvriers et les soldats abdiquèrent volontairement le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie en consentant à la réunion d'une Constituante. Dès lors, la social-démocratie s'est montrée l'alliée, en toutes circonstances, des classes possédantes. Nous exigeons, en 1918, l'armement du prolétariat et sa dictature. Il n'y avait que ces moyens-là d'assurer la victoire du travail et, on le voit aujourd'hui. En 1918, nous préconisions l'alliance avec la Russie des Soviets et la social-démocratie la déclinait en annonçant la chute dans les trois mois de l'Etat ouvrier et la restauration bourgeoise en Russie. La social-démocratie allemande a préféré s'humilier devant la bourgeoisie de l'Entente. L'histoire nous a donné raison. L'Entente fléchit et les Soviets sont plus vivants que jamais. Si, communistes, nous avions été les plus forts en 1918, nulle occupation de la Ruhr ne serait aujourd'hui possible. Car le prolétariat français ne bougera pas pour un gouvernement Cuno ou Stinnes. Mais il n'eût pas marché contre une Commune allemande, comme l'a prouvé l'échec de l'intervention en Russie. La résistance contre l'invasion française n'est possible qu'à un gouvernement ouvrier. La France, première puissance militaire actuelle, veut, en occupant la Ruhr, s'assurer les bases économiques d'une florissante industrie de guerre. Les impérialistes français poursuivent aujourd'hui le but que poursuivaient les impérialistes allemands en commençant la guerre mondiale.

« Le Parti Communiste allemand convie tous les partis ouvriers à réunir toutes leurs forces contre le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr. La social-démocratie boycotte le front unique, sabote nos revendications. Elle se refuse à constituer un gouvernement ouvrier. Mais les masses social-démocrates viennent à nous ou hésitent encore, ce qui procure à la bourgeoisie un répit qu'elle met à profit pour tenter de se défendre en employant les méthodes fascistes. La résistance au fascisme a commencé par la formation des centurions ouvrières. Il nous est permis de beaucoup espérer. Le Parti Communiste n'a pas été assez fort, par le passé, pour diriger les masses prolétariennes ; depuis, il a beaucoup appris et grandi. Le premier congrès des Comités d'usines a donné aux masses ouvrières un programme et initié le groupement de tous les éléments révolutionnaires et sympathisants. Les commissions ouvrières de

contrôle doivent nous donner un autre instrument de lutte des classes. En résumé, nous voyons l'affaiblissement et la désagrégation des forces de réaction, tandis que grandissent les énergies révolutionnaires du prolétariat allemand. »

Walton Newbold

expose la situation en Angleterre.

« Il y a peu de probabilités, dit-il, que la classe ouvrière anglaise intervienne dans la situation actuelle. Après deux années d'un énorme chômage, pendant lesquelles près de 2 millions d'hommes se trouveront sans travail, à un moment où il y a encore 1.400.000 sans-travail, où les syndicats sont affaiblis, où la grande réserve des chômeurs permet au patronat de briser toute grève, où les leaders réformistes continuent leur œuvre de démoralisation, on ne peut rien attendre de décisif de la classe ouvrière anglaise. On ne peut rien attendre non plus de nos Comités d'usines, dont les militants les plus actifs sont sans travail. Notre Parti Communiste est encore trop faible pour agir par lui-même. Il est vrai, pourtant, que le mouvement révolutionnaire croît. La formation, dans un avenir rapproché, d'un gouvernement du Labour Party n'est guère certaine. Les récentes victoires électorales de ce Parti ont surtout la signification d'une protestation contre la politique du gouvernement actuel. Jamais l'opposition bourgeoise ne risquera de provoquer la chute du régime et ne favorisera un gouvernement travailliste, non par crainte des dirigeants du Labour Party, mais par crainte de voir la direction politique du mouvement ouvrier passer à la gauche. Lloyd George et Asquith ont parfaitement joué leur rôle. Le vieux Parti conservateur, expert dans l'art d'exercer le pouvoir, a, sous la direction de Bonar Law, réalisé le rapprochement de l'Angleterre et des Etats-Unis. Aucune alliance formelle n'a été conclue. Mais l'accord sur le règlement des dettes en tient lieu. Il comporte probablement des clauses secrètes. La France est donc réellement isolée. L'Angleterre s'opposerait volontiers à ses desseins impérialistes. Mais la France a trois ou quatre fois plus d'avions que sa rivale ; elle a une supériorité formidable dans la fabrication des gaz asphyxiants et des munitions, par suite de l'occupation des régions industrielles de l'Allemagne ; elle a une forte armée permanente et une armée noire bien dressée. Aussi l'Angleterre se montrera-t-elle conciliante et verra-t-on vraisemblablement le dollar prendre sa part du butin après le capital français et allemand. Mais tant que durera le régime capitaliste, l'impérialisme anglais ne renoncera pas, lui non plus, à son rêve de domination mondiale. Il guette son moment. L'Empire anglais a des soucis en Egypte, en Mésopotamie, aux Indes et dans la métropole. Ici, pourtant, aucun mouvement révolutionnaire sérieux ne sera vraisemblable tant que la ruine de l'empire colonial ne sera consommée. Le sans-travail britannique vit mieux que l'ouvrier allemand le mieux payé. La révolution viendra quand l'exportation anglaise se sera réduite au point de ne plus couvrir l'importation des vivres nécessaires à la population du Royaume-Uni. En attendant, les travailleurs anglais sont mécontents et s'éveillent à la conscience de classe. Pour la première fois, le Labour Party peut compter sur des millions de voix, ce qui ne signifiera pas plus que la puissance électorale de la social-démocratie allemande en 1914. L'impérialisme anglais est au déclin ; mais les masses ouvrières mêmes de Grande-

Bretagne se sentent encore d'une nation dominante, et c'est pourquoi, communistes anglais, nous ne ferons pas de promesses que nous ne pourrions tenir. »

Une déclaration du Groupe social-démocrate

Lecture est faite de la déclaration suivante du groupe social-démocrate à la Conférence de Francfort :

« En occupant la Ruhr, les impérialistes français et belges ont commis un acte de guerre gros de danger pour le prolétariat allemand comme pour les prolétariats de France et de Belgique. L'occupation de la Ruhr est un énglant outrage à la classe ouvrière allemande. Elle menace gravement les prolétariats français et belge.

« Elle signifie le danger d'un nouvel entr'ègement des peuples. Si même une entente survient entre Poincaré-Loucheur et Cuno-Stinnes, ce ne serait jamais qu'au détriment du prolétariat des deux côtés du Rhin. Les exploités des trois pays seront les victimes de la guerre ou de la paix entre capitalistes français et allemands.

« L'occupation de la Ruhr a fourni un aliment nouveau au chauvinisme français et allemand. Ici et là le fascisme arme, en invoquant le prétexte de la défense nationale. Ici et là, le fascisme voudrait, pour mieux assujettir le travail, provoquer une nouvelle guerre nationale.

« La classe ouvrière est, vu cette situation, dans la nécessité de former nationalement et internationalement le front unique de résistance contre l'impérialisme, contre le danger de guerre créé par l'occupation de la Ruhr, contre le fascisme. La classe ouvrière ne peut attendre la victoire que de sa propre cohésion.

« Aussi exigeons-nous que le Parti Social-démocrate Unifié d'Allemagne et l'Union Générale des Syndicats allemands, rompant avec leur politique de coalition et de collaboration avec les exploités, entrent dans la lutte pour le gouvernement ouvrier dans les divers Etats de l'Allemagne et dans le Reich.

« La bourgeoisie allemande est également dans une large mesure responsable de la guerre et de l'occupation de la Ruhr.

« A l'union avec la bourgeoisie doit être substituée l'union avec le prolétariat révolutionnaire, par le bloc de la Social-démocratie Unifiée et du Parti Communiste allemand. Nous ne pourrions réaliser le front unique avec la classe ouvrière de France, de Belgique, d'Angleterre et des autres pays qu'en agissant contre la bourgeoisie allemande. Ce grand combat doit nous placer aux côtés de la Russie des Soviets, premier et unique Etat prolétarien. Nous exigeons de la 2^e Internationale et de celle d'Amsterdam qu'elles apportent à la lutte internationale des classes le concours de leurs organisations. La situation internationale est aussi grave qu'à la veille de la guerre mondiale. Nous ne voulons pas d'un nouveau 1914. Nous exigeons des organisations internationales ouvrières la guerre à la guerre !

« La fraction social-démocrate de la Conférence de Francfort déclare qu'elle fera tout ce qui est dans son pouvoir pour que cette volonté d'action s'impose dans le Parti Social-démocrate et dans les syndicats libres. Unie à la bourgeoisie, la classe ouvrière est condamnée. Formant le front uni

national et international, elle est invincible. Nous conquerrons la paix et la liberté.

« Vive le front uni international ! »

La fraction social-démocrate de la Conférence Internationale :

Henri Appel, Léo Albert, Ernst Friege, Barnewald, Ertzmann

Cette déclaration est accueillie avec enthousiasme. Un autre témoignage de la puissance du mouvement pour le front unique dans tous les milieux ouvriers va être fourni par la déclaration du Parti Social-démocrate indépendant d'Allemagne, également accueillie par un tonnerre d'applaudissements.

Déclaration du P.S.D. indépendant d'Allemagne

L'entrée de l'impérialisme français dans le pays industriel de la Rhénanie-Westphalie, et le danger fasciste croissant rendent plus nécessaire que jamais l'union de toutes les forces prolétariennes pour une action énergique, commune, efficace et victorieuse du prolétariat international. Il importe d'opposer à tout prix aux appétits de conquête et de domination du capitalisme-impérialisme le front uni de la classe ouvrière, nationalement prête à une action de lutte des classes positive, et consciente de son but.

Faisant reculer au second plan dans la grave situation présente les divergences de tactique le Parti Social-démocrate Indépendant est prêt à collaborer à la formation du front uni. Il blâme l'attitude antiouvrière des organes de la 2^e Internationale, de la F.S.I. d'Amsterdam, de l'Union des Syndicats allemands et de la Social-démocratie Unifiée dont l'absence à la conférence de Francfort fait ressortir le préjudice qu'ils portent à l'union de la classe ouvrière et qui d'ailleurs se prononcent pour l'union sacrée. Le P.S.D. indépendant croit de son devoir de combattre leur politique réformiste et nationaliste et d'appeler le prolétariat international tout entier à la lutte contre les périls militaristes et impérialistes dans le but de vaincre le régime bourgeois et d'y substituer un ordre économique nouveau, socialiste.

H. Fouchs, secrétaire du Conseil des Comités d'Usines de Mecklenbourg ;

E. Walther, délégué du Comité Central du Parti.

Après diverses communications, la séance est levée à 8 h. 30.

VIENT DE PARAITRE

A. KER

La Liquidation du Traité de Versailles

Préface de GASTON MONMUSSEAU

Une brochure : 1 fr. 25
Franco : 1 fr. 40

En vente à la Librairie de l'Humanité

Comment se sont battus les Communistes italiens

La chronique italienne de ces dernières années a, certes, profondément étonné le spectateur étranger. Deux ans durant — 1919-20 — l'on a répété sans cesse que l'Italie était à la veille de la révolution, et chacun se demandait : quand la révolution éclatera-t-elle ? Pourquoi tarde-t-elle autant ?

Pendant deux années — 1921-22 — l'on a parlé de l'Italie, en proie à la guerre civile, et les prolétaires (par exemple, les Français) ont dit : Comment se fait-il qu'au lieu de la révolution nous assistions à la contre-révolution ? Que font les communistes italiens ?

Les communistes italiens se sont battus héroïquement et ont mis dans la lutte un courage dix fois supérieur à celui des fascistes. Il est bon d'affirmer cette vérité immédiatement, parce que, de l'étranger, l'on voit naturellement les choses en gros et l'on n'aperçoit pas les mille sacrifices, les mille actes d'héroïsme, toutes les manifestations de foi et de courage données par nos camarades.

Je resterai dans les limites du titre de cet article, car l'argument pourrait m'entraîner trop loin. Le fascisme s'est affirmé en un moment de trêve et de découragement du mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire après l'occupation des usines. Il a trouvé le plus fort parti prolétaire — le Parti Socialiste — en pleine crise. Dans ce parti, les communistes formaient une minorité, les réformistes avaient une forte influence, les maximalistes prédominaient. Le Parti, qui n'avait pas encore rompu avec la social-démocratie et avec les centristes, n'était équipé ni pour la révolution, ni pour la défense armée des positions conquises. Devant l'attaque violente des fascistes, il devait céder.

Le Parti Communiste est issu de la minorité du Congrès de Livourne. Quoi qu'en disent beaucoup d'esprits superficiels, nous n'avons qu'à regretter que la scission ne soit arrivée une année plus tôt, quand la situation était révolutionnaire et qu'un parti d'audacieux aurait encore pu en profiter. Le fait est que les débuts du P. C. I. ont été très difficiles et très tourmentés. L'organisation du Parti se fit pendant les six premiers mois de 1921, c'est-à-dire pendant la période du plus sanglant élan fasciste.

Il s'est heurté au fascisme qui voyait en lui le vrai centre des énergies révolutionnaires et le trouvait devant lui chaque fois que la lutte de classes armait et mettait face à face les gardes blancs et le prolétariat. Il s'est heurté aux social-démocrates, qui lui ont opiniâtement disputé la conquête de la masse prolétarienne en le représentant comme l'assassin du prolétariat.

Il a dû créer de fond en comble son organisation intérieure, sa presse et son organisation syndicale, dans un milieu fermé et hostile.

Aujourd'hui, quoique ses militants soient en grande partie dispersés ou emprisonnés, le P. C. I. s'impose à ses adversaires, et les ouvriers le considèrent comme leur armée de combat qui ne manquera pas de se reconstituer.

Contre la contre-révolution, le P. C. I. ne pouvait pas organiser à lui tout seul une action contre-offensive.

Quant aux autres groupes prolétariens, ils étaient trop occupés à combattre son influence sur les travailleurs, qui croissait rapidement, pour accepter ses loyales propositions d'action.

Dans l'action de défense aussi, les communistes se sont toujours trouvés à la tête des prolétaires, forts de leur foi et de l'organisation militaire qu'ils s'étaient donnée.

A Florence, après l'assassinat de *Spartaco Lavagnini* (mars 1921), c'est autour des communistes que les prolétaires se sont groupés pendant une semaine de bataille.

Les morts tombent par dizaines d'un côté et de l'autre. Arrêtés dans leur élan par la supériorité de nombre et d'organisation des fascistes, qui arrivaient même de loin, et par la troupe, ce sont encore les communistes qui sont emprisonnés : ils sont restés enfermés depuis lors dans les geôles, toujours souffrant et espérant.

Ainsi, en mille occasions, nos camarades ont animé la classe ouvrière et disputé le terrain pas à pas au fascisme. Nos morts ne se comptent plus. Combien sont-ils du côté des fascistes ? Nous ne le savons pas. Le fait est que ceux-ci, toutes les fois qu'ils le pouvaient, cachaient leurs pertes, soit pour ne pas décourager les leurs, soit pour ne pas encourager les adversaires. Chaque pas en avant accompli par les fascistes a coûté du sang à nous et à eux.

Aucune position n'a été abandonnée dans la lutte. Pendant que la masse reculait en désordre, un seul groupe, solidement organisé, restait en ligne : le Parti Communiste. Aujourd'hui encore, le gouvernement fasciste le craint et le jette dans ses geôles.

Les conditions de lutte ont été extrêmement difficiles, parce que le gouvernement s'est allié au fascisme. L'armement prolétaire était insuffisant et illégal ; celui des fascistes était moderne (fusils, bombes, mitrailleuses) et abondant et ils en usaient librement. L'organisation ouvrière ne pouvait pas fournir des formations mobiles, veillant constamment ; l'organisation fasciste avait des cadres de mercenaires et d'étudiants constamment en service, prêts à se transporter immédiatement (avec autos et camions) en un point quelconque : elle pouvait concentrer dans la localité où la résistance ouvrière se manifestait plus décidée, une

force techniquement et numériquement écrasante. Force précédée, aidée et protégée par la force publique. C'est contre tout cela que les communistes ont résisté et ont appelé les ouvriers à lutter.

Mais ce n'est pas tout. Nos camarades subissaient souvent des perquisitions et des arrestations ; pendant chaque conflit, l'on perdait un peu de l'armement ; après chaque action, même victorieuse, les rangs fluctuaient, et à mesure que la lutte progressait, les meilleurs éléments disparaissaient, tués ou blessés, ou arrêtés, bannis ou fugitifs. On ne peut pas imaginer la somme de courage et d'énergie nécessaire à la résistance, le péril de tous les moments, la guerre sans quartier et sans pitié. Il y a, dans la guerre civile italienne, des épisodes d'une violence extrême : militants attaqués et tués à l'improviste ; fascistes tués de la même façon. L'année passée, l'incendie a parcouru toute l'Italie. A combien de centaines de millions s'élèvent les dommages portés aux habitations, Maisons du Peuple, chaumières et bois incendiés ?

Dans la représaille, la victoire ne pouvait rester qu'aux fascistes, alliés de l'autorité. Ils nous ont surtout dépassés en cruauté. Il n'existait pas, entre nationalistes français et allemands, pendant la guerre, une haine aussi profonde que celle qui existe entre révolutionnaires et fascistes italiens. Le massacre journalier nous le prouve.

Nous avons perdu la bataille parce qu'il nous était impossible de gagner. Nous savions que nous luttons seulement pour sauver l'honneur du prolétariat et pour le tremper dans la lutte, pour avoir le droit de lui marquer aujourd'hui la route de la revanche.

Mais nous n'avons pas eu seulement à combattre le fascisme, l'Etat, les partis bourgeois, mais aussi la social-démocratie.

Cette lutte a été la plus difficile et la plus pénible, car elle nous portait parmi les ouvriers qu'il fallait désillusionner et éclairer, et elle pouvait donner l'impression d'une lutte contre une fraction du prolétariat. Et c'était la bourgeoisie même que nous combattions dans la social-démocratie.

Le mot d'ordre du P. C. fut : s'organiser, répondre à la force par la force, conduire la lutte collective du prolétariat. Les maximalistes se limitèrent à protester et à expliquer les origines des faits. Les réformistes prêchèrent la lâcheté, la résignation et le pardon. Ils donnèrent au peuple l'illusion que la loi pouvait le défendre ; ils lui apprirent plutôt à se laisser tuer qu'à tuer. Ils firent croire que ce n'étaient pas les fascistes, mais les communistes qui étaient les responsables — et donc les coupables — de la réaction. Ils s'abaissèrent jusqu'au mouchardage, dans l'espoir d'être épargnés. La social-démocratie italienne est rouge de sang autant que ses sœurs des autres pays.

Dernièrement, elle est arrivée jusqu'à entrer en pourparlers avec le gouvernement fasciste pour arriver au pouvoir.

Comment finira la tragique aventure italienne ? Voilà une question que nos camarades des autres pays nous posent souvent et qui nous laisse dans

l'embarras. Nous exposerons la situation. Le lecteur jugera selon son... tempérament.

Mussolini base sa dictature sur une réelle force armée, aveuglément fidèle. La cour et les milieux les plus réactionnaires le soutiennent. La presse est à son service. Les syndicats fascistes réunissent environ un million (le chiffre exact n'est pas connu) de travailleurs.

Voici à présent les dangers et les points faibles pour le fascisme :

Tous les partis bourgeois et les politiciens insistent pour faire accepter leur amitié par les vainqueurs. La situation des travailleurs est plus grave que jamais, leur misère augmente. Le gouvernement fasciste fait, avec des moyens différents, ce que les autres faisaient.

La dictature ne peut être qu'un régime temporaire dans l'intérêt bourgeois même. Certainement, c'est une question de temps, mais l'accord criminel des diverses factions bourgeoises et l'oppression des travailleurs ne peuvent pas durer. Les symptômes de désagrégation sont déjà visibles. Mais il ne faut pas s'illusionner. Le fascisme, tout comme les maladies, doit suivre son cours. Nous devons y intervenir. Pendant ce temps, les sections nationales de l'Internationale Communiste qui opèrent dans les pays où les Italiens sont nombreux (la France, par exemple) ont le devoir de s'occuper d'eux. Quand le bloc bourgeois s'effritera, nos camarades sortiront de prison et les émigrés reviendront de l'étranger. Les uns et les autres, rendus plus forts par l'expérience et la souffrance, sauront accomplir leur devoir de révolutionnaires et vaincre.

P. MARIO.

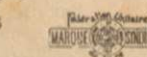
Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro | 50 centimes

| | France | Etranger |
|---------------|--------|----------|
| 3 mois | 7 » | 8 » |
| 6 mois | 13 » | 14 » |
| 12 mois | 26 » | 28 » |



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, Imprimeur



1905

PAR

Léon TROTSKY

Un magnifique volume
grand in-octavo de 400 pages dont
19 PLANCHES HORS-TEXTE
(2 en couleurs)
sur papier glacé

- Prix de souscription -
- - - 12 francs - - -

- Après la parution -
- - - 15 francs - - -

Tous ceux qui veulent profiter du prix réduit de 12 fr, doivent se hâter. Le livre paraîtra bientôt. A dater de la mise en vente, le prix sera de 15 francs.

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

Autres œuvres de TROTSKY :

- Terrorisme et Communisme 7 »
- Nouvelle Étape 4 »
- Entre l'Impérialisme et la Révolution 4 »
- Les trois livres : 15 francs

Les souscripteurs de « 1905 » qui commanderont aussi ces trois volumes ne les paieront que :

12 francs les 3

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

UN ÉVÉNEMENT DANS LA LIBRAIRIE

Par les soins de la Librairie de l'« Humanité », prochainement paraîtra le nouveau livre de

LÉON TROTSKY

consacré à la Révolution russe de 1905

Traduit par PARIJANINE

C'est une œuvre d'un intérêt extraordinaire qui dépasse de beaucoup tout ce qui a été écrit sur la Révolution russe.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux chefs d'une Révolution qui ouvre une ère nouvelle dans l'Histoire de l'humanité.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux dirigeants de la première République prolétarienne, la République des Soviets de Russie, qui couvre un sixième de la surface des continents,

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des plus grands orateurs révolutionnaires, un brillant polémiste, un dialecticien de premier ordre, un théoricien érudit,

Léon TROTSKY est aussi un grand écrivain et un historien.

1905 son nouveau livre, éclaire d'une vive lumière toute l'histoire de la Révolution russe.

1905 n'explique pas seulement la Révolution de 1905, elle explique aussi celle de 1917. On ne peut comprendre celle-ci sans connaître la première.

1905 est indispensable à quiconque s'intéresse à la Russie, à la Révolution, au mouvement ouvrier mondial

1905 a sa place marquée dans toutes les bibliothèques et sur la planchette à livres du plus humble militant.

1905 PARAITRA TRÈS PROCHAINEMENT

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné (nom et prénoms).....

Adresse

Localité, département

vous adresse la somme de :

12 francs (14 francs pour recevoir par poste, recommandé, montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution.

24 francs (28 francs pour recevoir par poste, recommandé, montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution, et des 3 livres de Trotsky déjà parus.

(Biffer la mention inutile).

Envoyer ce bulletin à M. HENRI SUCHET, 120, rue Lafayette, PARIS (10^e). — Chèque postal : 25-517.

CEUX QUI VEULENT LE LIVRE RELIÉ AJOUTERONT :
6 fr.75 pour une reliure en basane: 10 fr. pour une reliure chamois.